L'allume-feu 6

Le journal plus éducation populaire que service militaire

DOSSIER SPÉCIAL SERVICE NATIONAL UNIVERSEL · CRITIQUE DE LA BIENVEILLANCE · MARC, MAÇON PIERRE SÈCHE · ET PLUS ENCORE ....

Journal scout d'inspiration libertaire - Décembre 2022

SOMMAIRE

Un jamboree ? Pour quoi faire ? . . . 4
Bienveillance, boyau de cerf cosmique et autres problématiques . . . 6
Fuck you, fuck you very very much . . . 9
Dossier : le SNU, on en veut pas
Factuellement, c'est quoi le SNU ? . . . 11
Pas coconstruire, seulement nous utiliser . . . 12
Interview de Solidaires Jeunesse & Sport . . . 17
Quizz : ministre ou mytho ? . . . 21
SNU Brown-flag : rendre la guerre cool et le nationalisme stylé . . . 22
Les EEDF et les 4 saisons du SNU . . . 24
Interview de William, pour le Forum Français de la Jeunesse . . . 26
Les dérives du SNU vues par la presse . . . 29
Crip Camp : la révolution des éclopés . . . 34
Les mots croisade . . . 35
Interview exquise : Marc, maçon pierre sèche . . . 36
Toilettes sur cour . . . 39
Cher·ères SGDF, c'est l'heure ! . . . 40
Laïc, laïque, laïcité . . . 42

L'ours *

Contributeur·ices (* membres de la redac) : Altermondi*, Anonyme, Barbara*, Bélier, B&P, Christophe Kollross, Dialogue, Eli Rhamba*, gecko, Maud*, Maloud*, Mme Chesterfield, Ner, Sa-cha, Rhubarbe, Richard Renard, tripatte, Zolph
Certaines illustrations sont issues de Openclipart.org et de Gallica.bnf.fr

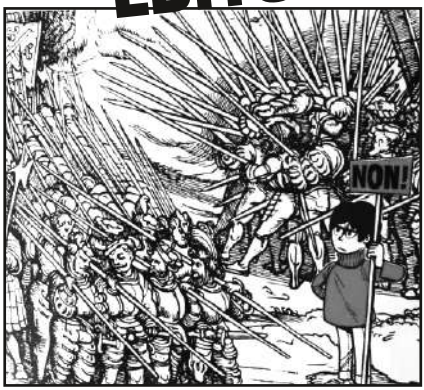
Dans ce numéro, on est heureux·ses d'avoir la participation (à notre connaissance) de membres issu·es des mouvements suivants (ordre alphabétique pour ne froisser personne): Association des Guides et Scouts d'Europe (AGSE) • Éclaireuses et Éclaireurs De France (EEDF) • Éclaireuses et Éclaireurs De La Nature (EDLN) • Éclaireuses et Éclaireurs Israélites de France (EEIF) • Scouts et Guides De France (SGDF)

Pour contacter la redac : allume-feu@tila.im

Les typos utilisées sont Trickster (SIL Open Font License 1.1), Syne (SIL Open Font License 1.1), Big shoulder (Open Font License), Alegreya (Open Font License)
Le journal a été réalisé grâce à Scribus, CozyCloud, GIMP, Discout@LaToileScoute.
Merci à Florence pour l'hébergement
Merci à celles et ceux qui, dans ce monde, créent des typos, images et logiciels libres.
Merci à celles et ceux qui luttent pour un monde meilleur.

** la zone d'un journal où sont indiquées les informations sur les personnes ayant contribué à sa fabrication*

ÉDITO



couverture de Routes Nouvelles (journal EEDF), sur l'objection de conscience, 1980

L'hiver est là, la neige commence à tomber mais ce n'est pas le moment de geler les réflexions en attendant le printemps.

On vous a préparé un numéro spécial SNU, ou Service National Universel pour celleux moins familier·es avec le dernier né des politiques jeunesse, sorti du chapeau par Emmanuel Macron lors de la campagne de 2017.
« *Tu connais le SNU ?* », c'est un peu l'unique phrase du gouvernement quand il est question de politique jeunesse, et nous à L'Allume Feu ça nous questionne. Incompatible avec les principes de l'éducation populaire qui guident (en théorie !) les différents mouvements scouts, ce nouveau dispositif nous révolte.

En tant que journal ça nous révolte, et on a donc rejoint le collectif *Non au SNU*. On ne voulait pas s'arrêter en si bon chemin, c'est pourquoi vous trouverez, dans ce numéro, différents articles pour décrypter ce dispositif et les raisons qui font, qu'avec d'autres, on souhaite se mobiliser contre sa généralisation et contre l'obligation d'y participer.

Le SNU révolte aussi les membres de la rédac' qui sont aussi membres de mouvements ayant eu une position ambiguë sur le SNU. C'est le cas notamment des Scouts et Guides de France (SGDF) qui se sont déclarées officiellement opposé·es à ce programme mais qui dans le même temps accueillent des stages de cohésion SNU dans la base leur appartenant à Jambville (relayés dans la communication du gouvernement), quand ce ne sont pas directement des cadres du mouvement qui participent activement à l'organisation de stages avec une frontière plus ou moins fine avec leur engagement scout (publicité du SNU dans leur groupe/territoire,…).

Surtout derrière ce positionnement ambigu, ce qui nous pose problème c'est la non prise de conscience de l'enjeu politique que ça représente. Si le SNU venait à être généralisé, c'est l'abandon du soutien par l'État à de nombreux projets portés par les associations d'éducation populaire pour l'intérêt général et la mixité sociale qui en découlerait vu le budget d'un tel dispositif. Sa généralisation coûterait 1,5 milliard, c'est 2 fois plus que le budget étatique jeunesse et vie associative en 2022 (772 millions). C'est aussi un mélange des genres entre un service militaire 2.0 et des assos de scoutisme qui souhaitent montrer que ce qu'elles proposent aux jeunes ne se résume pas à l'uniforme et au lever de drapeaux. Le scoutisme c'est avant tout des projets construits par et pour les jeunes en accord avec leurs valeurs et aspirations propres.

Enfin, ça nous révolte car nous devons prendre du temps pour nous mobiliser contre ce projet et trouver des pistes pour limiter son impact néfaste. Mais nous, on ne veut pas d'un SNU réformé, on ne veut pas du SNU tout court. On veut que le budget de l'État à la jeunesse permette de financer les associations d'éducation populaire qui manquent de manière criante de budgets pour leurs projets.

On espère que la lecture de ce numéro pourra au moins vous convaincre qu'il y a un vrai enjeu à parler du SNU dans nos mouvements. Mais on n'a pas voulu arrêter non plus les autres réflexions qui nous portent c'est pourquoi vous trouverez aussi d'autres articles sur d'autres thématiques de membres de la rédac et de personnes extérieures dans ce numéro, bonne lecture !

On peut mieux faire

UN JAMBOREE ? POUR QUOI FAIRE ?

Des jeunes, du soleil et du Zbeul.

Cet été, pour la 4ème fois de ma petite vie scoute, j'ai participé à un Jamboree. Vous savez, ces événements nationaux ou internationaux qui rassemblent jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes pour une durée généralement express de quelques jours, mobilisant énergies, moyens, financements, pour faire vivre aux jeunes un moment exceptionnel et inoubliable. Enfin, en théorie.

Après avoir vécu trois Jamborees en tant que SGDF (Scouts & Guides de France) dont 2 comme que jeune (You're Up, 15 000 personnes et Roverway, 5 000) et un comme bénévole (Connecte, 25 000), j'étais cette année dans le copil-entendez Comité de Pilotage- d'Inspir'Action : le premier Jamboree des EDLN (Eclaireuses·Eclaireurs de la Nature), qui a réuni précisément 1 212 personnes , toutes tranches d'âge réunies. Un chiffre qui, par rapport à ceux cités précédemment, peut sembler dérisoire. Les SGDF présent·es (et nombreux·ses) sur le camp n'ont pas manqué de nous charrier gentiment à coup de « *oui, bon, c'est un petit week-end territorial quoi !* » ou « *ah ouais, on était plus à notre AG !* ». J'avoue que moi-même, lorsque j'ai accepté la mission, je me suis dit « *ça va, pas de pression* ».

TOUJOURS PLUS ?

Pas de pression peut-être, mais la joie de donner autant d'importance à un rassemblement jugé "petit" par d'autres. Et surtout, des interrogations qui découlaient déjà de mes expériences précédentes. D'où vient cette course à faire toujours plus gros, toujours plus grand, toujours plus impressionnant ? Il y a certes un constat indéniable : les SGDF ont 100 fois plus d'adhérent·es que les EDLN, et existent depuis 85 ans de plus. Alors, lorsqu'on veut rassembler, les chiffres montent forcément plus vite dans une asso que dans l'autre. Mais inutile de comparer ces deux assos à l'histoire et au parcours différent. Là n'est pas le point.

J'ai eu des vécus différents de tous mes Jambos, et il est vrai que chacun est inoubliable. You're Up m'a marqué, comme vous si vous y étiez, par la tornade et les nuits au Zénith, mais aussi pour les veillées à 15 000 qui faisaient tourner la tête. Le Roverway reste un de mes meilleurs souvenirs scouts, pour les rencontres faites lors de la première semaine en camp de 50 personnes, et pour le bar gay installé à Jambville.
Enfin, Connecte m'a traumatisé (disons-le) pour plein de raisons qui pourraient faire un article entier (le thème ? l'utilisation de tablettes numériques ? la gestion de la canicule ?). Mais il m'a surtout posé cette question : qu'est-ce que ça apporte aux jeunes d'être 25 000 à Jambville sous la canicule qui ne permet même plus de profiter des activités proposées ? Et qu'est-ce que ça nous apporte à nous, adultes ? Qu'est-ce qui nous fait nous

ANTISÈCHE

*You're Up : Jamboree SGDF 14-17 ans ayant rassemblé 15 000 pers. à Strasbourg en 2015
*Roverway : Jamboree européen pour les 16-22 ans ayant rassemblé, en 2016, 5 000 pers. en France en 2 temps: une semaine en groupes de 50 jeunes réparti·es dans 100 lieux, suivie d'une semaine à Jambville
*Connecte : Jamboree SGDF 11-14 ans ayant rassemblé 25 000 pers. à Jambvile en 2019
*Inspir'Action : Jamboree EDLN toutes tranches d'âge (6 à 20 ans) ayant rassemblé 1 212 pers. au Domaine de la Planche (Auvergne) en 2022.

dire “là, je fais vraiment vivre le scoutisme aux jeunes” ? Mais aussi, est-ce que c’est réellement en accord avec les enjeux sociaux et environnementaux actuels ? Et avec les enjeux pédagogiques du mouvement ?

Ne jouons pas la carte de la naïveté, un rassemblement de 25 000 personnes ne peut pas être éco-responsable. Nous ne pouvons pas atteindre nos objectifs pédagogiques lorsque nous sommes confronté·es aux aléas climatiques. Nous ne pouvons pas gérer de la même façon une canicule ou une tornade pour 25 et 25 000 personnes. Nous ne pouvons pas nourrir décemment plusieurs dizaines de milliers de personnes pendant 5 jours dans un champ ou une forêt. Nous ne pouvons pas faire vivre le scoutisme quand des problèmes logistiques se mettent sur notre chemin et prennent le pas sur la pédagogie. Nous ne pouvons pas éviter les frustrations des jeunes qui ratent, pour une raison X ou Y, un moment de cet évènement historique. Nous ne pouvons que difficilement faire vivre de vraies rencontres à des jeunes noyé·es dans une marée humaine.

Alors finalement, est-ce que ça en vaut la peine ?

LA PEINE, CARRÉMENT ?

À ces critiques et questionnements, je peux désormais ajouter l’expérience de celleux qui portent le Jamboree pendant des mois, voire des années avant qu’il prenne vie. Qui prévoient tout au moindre millimètre, à la moindre minute, pour que tout se passe bien, pour tout le monde. Celleux qui ne dorment pas ou peu, qui pendant le rassemblement prennent plusieurs heures par jour pour se réunir et vérifier que tout va bien, qui doivent gérer en 5 jours des situations qui habituellement sont réparties sur tout un été, qui doivent s’assurer que les jeunes comme les adultes mangent à leur faim, qui préparent le terrain avant l’arrivée des enfants et le nettoient à leur départ, qui installent la scène pour les fameuses cérémonies inoubliables, qui accueillent les divers·es intervenant·es, qui s’assurent que le rassemblement rayonne auprès des autres mouvements et, peut-être, fasse grandir l’association, forte de cette expérience réussie.

Je ne briserais pas l’intimité du Copil, mais je dois avouer avoir eu le ventre noué quand j’entendais certain·es exprimer leur fatigue, leur frustration, leur agacement, leurs doutes, leur envie qu’enfin, ce soit fini, que l’on puisse souffler. Bien sûr, il y a aussi et surtout beaucoup de joie, d’excitation, de fierté, d’entraide, d’épanouissement qui nous font nous dire que c’est important qu’on soit là. Mais moi, j’étais souvent de celleux qui avaient du mal à surmonter la frustration, qui avaient l’impression que le rassemblement leur filait sous les yeux sans pouvoir le saisir.

Est-ce que le bonheur des jeunes ressenti pendant 4 jours nous suffit à surmonter cela ?

Car je ne doute pas du bonheur des enfants présent·es à Inspir’Action, et j’avoue avoir pleuré en voyant leurs sourires et les étoiles dans leurs yeux à la cérémonie d’ouverture. Pleuré de les voir si heureux·ses, et de me revoir moi 7 ans plus tôt dans la même émotion.

Si un rassemblement de 1212 personnes a déjà ses contraintes et ses peines, et que les étoiles dans les yeux des enfants sont aussi grandes que s’iels étaient 12 120, pourquoi chercher à être toujours plus ? Qu’est-ce que cela raconte de l’image que l’on souhaite donner de son association ? Que cherchons nous à prouver, et à qui ? Que cherchons nous à offrir réellement aux jeunes ? Que souhaitons nous leur raconter du monde qui nous entoure et de celui qui vient ?

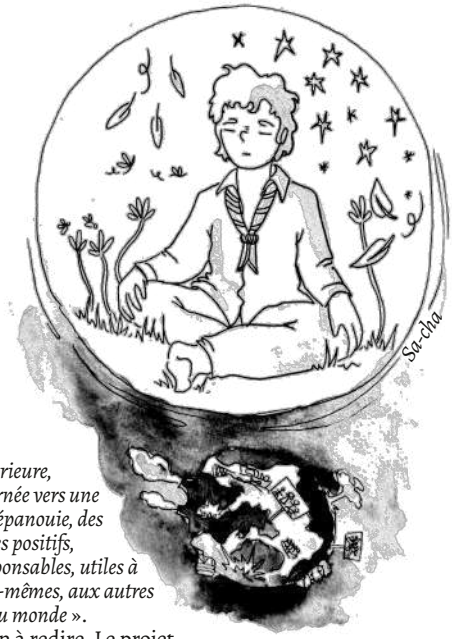
Mon expérience personnelle me fait dire que mes meilleurs souvenirs scouts ne sont pas devant un podium ni au service d’une foule immense. Ils sont dans des moments plus intimes, des moments de rencontres et d’échange. Je ne cherche pas à faire de mon expérience une généralité. Je ne cherche pas non plus à comparer différents Jamboree qui n’ont ni les mêmes contextes ni les mêmes enjeux. Mais ces questionnements sont là, et il me semble important de les partager, pour nous amener à réfléchir, quelle que soit la couleur de notre foulard ou chemise, au sens et à la pertinence de ces grands rassemblements.

Zolph

On peut mieux faire

BIENVEILLANCE, BOYAU DE CERF COSMIQUE

& autres problématiques



Beaucoup de bonnes choses pourraient être dites sur les Éclaireuses et Éclaireurs de la Nature (EDLN). Beaucoup de bonnes choses pourraient d'ailleurs être dites d'une bonne partie des mouvements de scoutisme en France. Un diaporama d'images et de sensations uniques me viennent facilement en tête lorsque je me remémore mes années scoutes : le feu, la terre, la pluie, la guitare, les amis, les étoiles. Je n'ai pas rêvé ni idéalisé ces moments, ils étaient beaux, simples et je remercie toutes les personnes qui font vivre le scoutisme pour cela.
Mais ce n'est pas du feu ni des étoiles dont je veux parler ici, mais de problématiques importantes qui sont présentes dans bien des associations de scoutisme, mais qui trouvent leur paroxysme chez les EDLN.

RAPPEL DES FAITS

Les EDLN proposent une éducation spirituelle à la non-violence et à la bonté. Au travers de temps spirituels quotidiens, adultes et enfants sont invité·es à entrer en contact avec eux et elles-mêmes (émotions, sensations physiques), avec les autres (développement de l'empathie) et avec le monde (bruits, odeurs, contemplation de la nature). Très largement inspiré de la tradition bouddhiste, il s'agit principalement de calmer les pensées – considérées comme responsables de la souffrance– en fixant notre attention sur autre chose et ainsi s'approcher d'un état de réceptivité, de calme et de compassion qui, selon la théorie bouddhiste, compose l'expérience "naturelle" de l'esprit humain.

D'où le titre : on « *éclaire sa nature* » profonde. Le but de l'association est donc, au travers du scoutisme et de l'éducation à la pleine conscience, « *d'accompagner les jeunes vers la recherche de leur propre boussole intérieure, tournée vers une vie épanouie, des actes positifs, responsables, utiles à eux-mêmes, aux autres et au monde* ».
Rien à redire. Le projet, sur le papier, n'a rien de choquant. Au contraire même.

Dans un monde capitaliste shooté aux amphétamines, où notre cerveau est une ressource à capter et où vivre ne suffit décidément plus, rien d'étonnant à vouloir se tourner vers ses propres ressources internes de joie, de contentement. Car s'il y a bien un enjeu de notre époque c'est de retrouver de la souveraineté, du contrôle sur ce qui atterrit dans notre tête.

La spiritualité proposée chez les EDLN apaise, peut faire toucher du doigt une certaine compassion pour les autres, pour notre environnement. Très bien. Mais cela est la façade acceptable derrière laquelle se cache une réalité moins photogénique.

UNE PHILOSOPHIE SOUS-JACENTE

La critique, la voici : les EDLN proposent une éducation spirituelle proche du développement personnel mettant un accent important sur la responsabilité personnelle de son propre bonheur niant, de fait, les influences sociales, culturelles et politiques de la société et ne laissant pas de place ni à l'éducation à l'esprit critique ni à l'importance des émotions sur l'action (colère, dégout, violence, injustice). Ces dernières semblent tout juste bonnes à être observées, avec recul, sans jugement ni analyse intellectuelles. Avec bienveillance.
L'enfant est invité·e à développer son potentiel humain via la méditation pour atteindre la meilleure version de soi-même. S'il ou elle est malheureux·se ce n'est pas à cause du patriarcat, du racisme, des politiques autoritaires, de l'écocide ou de la montée du fascisme. Non, s'il ou elle est malheureux·se c'est qu'il n'a pas accueilli son émotion avec bienveillance et équanimité. C'est de sa faute et la méditation est là pour lui apprendre à mieux gérer ses émotions la prochaine fois.

La pleine conscience dépolitise complétement la source de la souffrance. Cette philosophie est inhérente au bouddhisme qui a pour croyance que le bonheur stable, permanent et sans origine extérieure existe et qu'il peut être atteint. Pourquoi alors s'embêter avec des choses aussi vulgaires et matérielles que le syndicalisme, l'esprit critique ou la lutte contre le mal logement.

Entendons-nous. Il n'est pas ici question de critiquer la méditation en elle-même. Bien qu'elle soit souvent recommandée à tort et à travers et pour absolument tous les maux de la planète sans avoir fait aucune recherche au préalable, il est indéniable qu'elle peut s'avérer être une alliée précieuse notamment pour calmer les ruminations mentales, source de maintien des troubles anxieux. Mais bien qu'il soit probable qu'en zoomant sur des personnes ou des projets de camps, on trouve des activités d'auto-défense féministe, d'éducation aux injustices de classe ou à la désobéissance : l'éducation politique ou à l'esprit critique n'a jamais été à l'ordre du jour chez les EDLN.

UN APOLITISME NEW-AGE

On observe à la place des sympathies liées aux pseudos médecines (naturopathie, soin énergétique, homéopathie, acupuncture, médecine symbolique, etc) ; aux écoles Steiner, véritables centres d'endoctrinements aux spiritualités new-âge et conspirationnistes qui envisagent l'idée d'un moteur éthérique activé par la pensée humaine et qui déconseillent vivement les vaccins qui influeraient sur le karma et ainsi sur la possibilité d'expier les méfaits de ses vies antérieures ; à la biodynamie et à ses rites magiques à base de boyau de cerf cosmique tirées de l'imagination d'une personne qui dit avoir atteint la connaissance ultime de l'univers ; au mouvement des Colibris et notamment à Pierre Rabhi, sexiste, homophobe et anthroposophe notoire arboré fièrement comme parrain de l'association. Ma phrase est trop longue mais vous avez l'idée.

À l'éco-féminisme qui analyse et critique les rapports de dominations on préfèrera la collapsologie des propriétaires terrien·nes qui attendent le déluge pour appuyer sur le bouton « *je vous l'avais bien dit* » en sirotant un jus de betterave du jardin. À un imaginaire de résistance contre l'oppression et de solidarité avec les oppressé·es, on préfèrera la fable d'une écologie sans ennemi·es où il suffirait de restaurer l'équilibre de la forêt grâce au pouvoir de la gentillesse et de la communication.

Entendons-nous de nouveau. Les EDLN ne sont pas la somme de toutes ces croyances ni ne sont à l'origine de leurs méfaits.

L'association des EDLN est par contre trop souvent la somme des croyants et des croyantes. La critique de ces croyances n'est donc absolument jamais faite. On préfère s'arrêter aux gentils sourires de Rabhi le sage, au « *ça peut pas faire de mal* » du soin énergétique ou à tout autre récit fictif qui cache la forêt.

« Il est grave pour une association nationale d'éducation populaire [...] de faire autant l'impasse sur l'esprit critique de ses responsables »

Car s'il est important d'avoir la liberté de pouvoir croire en ce que nous voulons, il est grave pour une association nationale d'éducation populaire en pleine croissance de faire autant l'impasse sur l'esprit critique de ses responsables, de ses animateur·trices, de son projet éducatif.

BIENVEILLANCE ≠ COMPLAISANCE

Les EDLN sont connu·es pour leur bienveillance et il faut reconnaitre que c'est souvent vrai. C'est d'ailleurs ce qui attire nombre de parents et de bénévoles parfois très remué·es suite à des expériences humaines éprouvantes dans d'autres associations ou dans d'autres cours de récré. À tel point que l'on peut parfois entendre qu'une personne malveillante n'est « *pas très EDLN* ».

Et la bienveillance est quelque chose de précieux. Il s'agit du fait de prendre soin, d'être compréhensif·ve, indulgent·e. Sans forcément aimer tout le monde, il s'agit de souhaiter que de bonnes choses adviennent aux autres humains, animaux, végétaux. Oui, milles fois oui mais il ne faudrait pas tout mélanger.

Car aux EDLN, bienveillance rime avec complaisance, avec le fait d'être d'accord, ou au moins tolérant·e avec toutes les croyances. Ne surtout pas critiquer, être gentil·le. Car de la critique peut naître le conflit et le conflit, ce n'est « *pas très EDLN* ».
C'est pourtant une compétence extrêmement précieuse qu'il faudrait pouvoir transmettre aux enfants : la capacité à développer un esprit critique, à changer d'avis, à l'assumer devant les autres, à remettre en cause une croyance, à créer un rapport de force lorsque cela s'avère nécessaire, à développer un argumentaire et à l'assumer malgré la pression sociale et le conflit.

« Entrer en conflit, cela s'apprend. Ce n'est pas sale »

Car entrer en conflit cela s'apprend, ce n'est pas sale. C'est même grâce à lui que, l'été, nos vacances sont remboursées.
Laissons la bienveillance continuer de s'occuper de ce qu'elle sait faire et commençons à développer, en parallèle, une culture de résistance assumée et revendiquée CONTRE les injustices et les dominations et non plus juste pour le simple bien-être de son cocon personnel et de sa propre classe sociale.

POLITISEZ

Les EDLN n'ont rien inventé, ils se contentent de ne pas remettre en question le dogme du développement personnel. Les EDLN ont su s'inspirer du bouddhisme pour créer des outils permettant aux enfants d'apprendre à se connaître, qu'ils et elles s'inspirent maintenant de l'histoire des mouvements politiques et sociaux passés et actuels.

Arrêtons de nous aveugler avec la croyance que nous sommes en train « *d'éduquer la génération de demain, celle qui changera le monde* » car la mission de chaque génération n'est pas de refiler la patate chaude à celle d'après mais de combattre à ses côtés.

Politiser ce mouvement est faisable, joyeux, souhaitable. Cela ne remettra pas en cause le feu, la terre, la pluie, la guitare, les amis, les étoiles. Tout cela sera toujours là, beaucoup plus intense même.
Que l'on gagne ou que l'on perde n'est même pas pertinent, au moins pouvoir dire que l'on a fait de son mieux.

Anonyme

Genre & Sexualités

FUCK YOU, VERY VERY VERY MUCH

Pasteur où t'es ? On a la rage.
TW Violences homophobes

Apprendre la vie en communauté, vivre de belles amitiés, vivre des aventures uniques dans la nature, sortir de chez soi et rencontrer d'autres jeunes de milieux sociaux différents, … autant de choses que je suis heureux de vivre dans le scoutisme. Scoutisme que j'ai commencé jeune, à 8 ans, et sans discontinuité alors que j'ai la vingtaine aujourd'hui.

Sauf que maintenant justement j'ai grandi, j'ai eu le temps de découvrir que le scoutisme est pluriel et qu'il existe de nombreuses manières de le vivre.
Je suis encore membre des Guides et Scouts d'Europe, une association de scoutisme catholique qui en France est plutôt proche des tradis de l'Église.
Ainsi être quelqu'un d'ouvert aux autres religions, qui peut se qualifier "de gauche", dans cette asso c'est souvent difficile.
Et pourtant je reste, malgré l'homophobie latente et autres comportements discriminants. Je reste attaché à une pédagogie qui m'a beaucoup apporté et que je suis heureux de partager aujourd'hui à des jeunes qui ont besoin d'entraide, d'aventures et d'amitiés.

Ce qui me pèse le plus ? L'homophobie qui est évoquée plus haut. Comment peut-on dire dans ses textes être pour un idéal de paix et dans le même temps, sans que cela soit écrit ou institutionnalisé, discriminer des personnes pour leur sexualité ?

Un exemple sera toujours plus parlant. Je m'occupais d'adolescents de 12 à 17 ans, les éclaireurs/scouts. L'un d'eux, Thomas* (*prénom modifié pour garantir l'anonymat), à la troupe depuis le début de l'année, nous a révélé, aux autres chefs et à moi, qu'il avait une attirance pour un autre garçon de la troupe

gecko

durant le camp d'été. Après cette confidence, entre chefs nous avons pris la décision de ne pas en parler à ses parents avec qui la relation était compliquée pour Thomas et de l'accompagner.

Mais, au bout de quelques jours, alors que nous n'en avions pas parlé de nouveau entre nous, notre chef de groupe m'appelle (j'étais le directeur de camp) : « *Thomas ne va pas pouvoir rester au camp, je vais téléphoner à ses parents, ils vont venir le chercher* ». J'étais abasourdi. Impossible de lutter du haut de mes 21 ans. Je ne savais pas quoi faire. J'avais été trahi, mais par qui ? À qui pouvais-je en parler en toute confiance ? Que dire à Thomas qui lui va en subir les conséquences alors qu'il se sent bien au camp ?

La violence de ce départ du camp a été couplée à une rapidité d'exécution incroyable. En moins de 24h sans

vraiment dire au revoir à ses amis, Thomas avait quitté le camp sans motif. Et nous n'avons plus entendu parler de lui du jour au lendemain.

Ce n'est qu'après avoir digéré le camp et surtout cette histoire que j'ai osé demander des explications à mon responsable. C'est avec une froideur extrême que j'ai eu droit à un simple : « *Il n'avait pas sa place avec les autres, tu sais les homos peuvent rester entre eux.* »

Pensant à un comportement homophobe isolé de la part de mon responsable j'ai fait remonter l'information à l'équipe de bénévoles du département. D'abord aucune réponse, le néant. Avant qu'au bout de plusieurs semaines au détour d'un rassemblement un de bénévoles ne vienne me voir et tente le plus diplomatiquement que possible de m'expliquer que c'était mieux comme ça et je devais ne pas en parler.

C'en était trop, j'ai quitté ce groupe pour aller ailleurs mais avec une forte amertume et un fort sentiment de culpabilité vis-à-vis de Thomas que j'aurais pu aider.
Je l'ai finalement revu presque un an après le camp. Il avait arrêté tout scoutisme et a dû se confronter à ses parents qui n'ont pas du tout été compréhensifs. Il n'attendait plus qu'une chose c'était de partir de chez lui pour ses 18 ans ce qui lui laissait encore un an d'attente environ.
Aujourd'hui je suis toujours membre de mon association, toujours chef, mais l'envie de partir est tenace, de claquer la porte. Une petite lueur d'espoir me fait rester, celle que quelqu'un m'a chuchotée : faire bouger les lignes de l'intérieur, « *les assos (...) changent parce que des gens mettent des mots sur ce qui ne va pas et se bougent pour que ça change* ».

Bélier

La redac tient à rappeler que ce qui est décrit ici est une discrimination basée sur l'orientation sexuelle, punie par le code pénal, et relève d'un signalement à Jeunesse & Sport.

L'oreille qui traîne

" "Jésus multiplia les pois chiches, ils firent un très bon houmous et Dieu vit que cela était bon" - St Jean, chapitre 6, versets 5 à 14

"De là à qualifier ça de caniveau du scoutisme français il n'y a qu'un pas que je franchis allègrement"

Entendu à la veillée de clôture du jamborée des EDLN (au milieu de la bienveillance et de l'harmonie) : "à bas les industriels", "révolution, révolution!" "nous hésitons à nous renommer les écureuils révolutionnaires"

" la gourde, utilisée massivement, compense complètement les effets du capitalisme sur le climat. Merci de votre participation."

"Les sardines sont aussi rares que la moutarde et les ministres de gauche

"Les objectifs de développement durable, c'est un peu le langage universel des gens qui ont décidé de rien foutre"

[le clan pain des EEDF réfléchit à sa stratégie révolutionnaire] : "une solution serait de nourrir la grève. Ou de ne donner à manger qu'aux éclés grévistes"

"Tu sais la fierté c'est pas obligé d'être de droite "

"Sa photo de profil on dirait l'escadrille du 14 juillet"

Dossier

LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL, ON N'EN VEUT PAS.

Dossier en mode tour d'horizon sur le sujet.

MAIS D'ABORD, LE SNU, C'EST QUOI ?

Dispositif visant la jeunesse issu d'une promesse de campagne d'E.Macron en 2017

Jeunes de 15 à 17 ans

projet éducatif d'émancipation et de responsabilisation des jeunes, visant à les impliquer pleinement dans la vie de la Nation et à nourrir le creuset républicain (jeune.gouv.fr) ou projet de société visant à favoriser le sentiment d'unité nationale (defense.gouv.fr)

A vocation à devenir obligatoire pour remplacer la journée Défense et Citoyenneté, ce pour l'ensemble de la classe d'âge = 800 000 jeunes/an. Sanctions si refus.

Pour le moment, au volontariat.
« Montée en puissance ».
Expérimentation / préfiguration depuis 2019

1ère phase : "Séjour de cohésion" de 12 jours (obligatoire à terme)

- Entre 100 et 200 participant·es.
- Équipe de 10 = maisonnée, guidée par "tuteur de maisonnée"
- Groupes de 40 : compagnie, guidée par "cadre de compagnie"/"capitaine"
- Activités :
  > "cohésion" : sport, activités culturelles, visites, rites républicains
  > "engagement": défense et sécurité, mémoire et patrimoine, développement durable, institutions

1900 jeunes en 2019. 15 000 en 2021. 30 000 en 2022, pour 110millions d'€. Cout final : 3milliards ?

3ème phase : facultative, 3 mois en mode Service Civique

2ème phase : Mission d'intérêt générale (MIG) dans une association/administration/ corps en uniforme (12j - obligatoire à terme)

Dossier

PAS COCONSTRUIRE, SEULEMENT NOUS UTILISER

Le SNU et l'éducation populaire, un rendez-vous raté

J'ai travaillé une année complète dans une association d'éducation populaire. Rattaché aux politiques publiques, j'étais plus particulièrement en charge du SNU, avec plusieurs objectifs : influer sur le SNU au niveau national en représentant la vision de mon organisme auprès du ministère, influer sur le SNU au niveau préfectoral en insufflant la vision de mon association dans le déroulé opérationnel des séjours, et enfin, tant qu'à faire, obtenir une part du gâteau financier que représente ce coûteux dispositif jeunesse. Le premier s'est heurté à un mur, le deuxième à des regards désolés, le troisième aux deux. Retour d'expérience critique.

Dans les trois phases, c'est aujourd'hui le séjour de cohésion qui suscite le plus de critiques, au point que la mission d'intérêt général et le service civique sont oubliés… Ça tombe bien, le gouvernement aussi les a oubliés ! Le séjour de cohésion nécessite une logistique monstrueuse. Pour le mettre en œuvre, l'intention affichée est de faire travailler main dans la main pour un objectif commun l'Education nationale, l'armée, et l'éducation populaire (coordonnée par les fonctionnaires de la jeunesse et des sports -JS) afin de bénéficier de la complémentarité de ces différents acteurs.

MAIS ALORS, FAIRE TRAVAILLER DES ACTEURS DIFFÉRENTS EN COMPLÉMENTARITÉ, C'EST CHOUETTE NON ?

Oui bien sûr, l'idée est louable et si ça marche bien, le résultat peut être sans doute chouette. Mais la méthode choisie a de quoi décontenancer.
La recette pour un SNU réussi selon le gouvernement ? On prend des gens qui n'ont pas du tout la même fonction, ni le même but, ni la même culture, et qui ne travaillent jamais ensemble, on mélange tout ça sans préparation et… PAF ! ça fait n'importe quoi.

J'ai été témoin d'incompréhensions, de contradictions, de disputes même, en pleine réunion, de ces différents acteurs, chacun voulant faire comme il a l'habitude de faire et ne comprenant pas la même chose des objectifs du SNU.
Par exemple, alors que je tentais de me faire recruter comme directeur de séjour de cohésion pour le compte de mon asso, je passe en entretien d'embauche. Je suis reçu par une fonctionnaire de la JS, un militaire, et le recteur d'académie de l'Éducation Nationale. En vient une discussion sur la pédagogie à appliquer.

Ayant bien révisé mes circulaires (et étant issu de l'éducation populaire), je sais que le gouvernement a demandé de réduire au minimum les activités en pédagogie descendante, pour préférer des pédagogies participatives ou par le jeu. Je défends donc cette conception et, puisqu'elle vient d'un document du Ministère, ne me doutant pas une minute de la controverse que j'allais soulever. En effet, le militaire n'est pas d'accord : le séjour de cohésion doit être uniforme partout en France et donc on ne peut pas se permettre de pédagogies autres que descendantes. Je vois l'horreur sur le visage de la fonctionnaire de la JS, qui tente de

nuancer ses propos. Le militaire ne l'accepte pas et rebondit. S'en est suivi un dialogue de sourds à la limite de la dispute durant 5 bonnes minutes entre les 2 gestionnaires du projet, devant un candidat à l'embauche. Pour ceux qui se demanderaient quel était l'avis du recteur d'académie, il était à moitié en train de dormir sur son bureau. La fonctionnaire de la JS me rappelle quelques jours après pour me signifier que je ne suis pas pris… et me précise que c'est bien dommage car c'est le militaire tout seul qui n'a pas voulu ! Quelle formidable synergie entre collègues !

De manière générale, depuis 2019 et le début de l'expérimentation, l'intention d'impliquer l'éducation populaire a été affichée sans ménagement. Dans les faits, le gouvernement cherche plutôt à profiter de son vivier de recrutement pour ses encadrants… Et encore, seulement en bas de la hiérarchie (on y reviendra ensuite). L'éducation populaire est consultée, reconsultée, rédige des notes, des plaidoyers, etc. Sans que rien ne bouge. On ne cherche que la validation de ce qui est déjà décidé.

« L'éducation populaire est consultée, reconsultée, rédige des notes, des plaidoyers, etc. Sans que rien ne bouge. »

Les fonctionnaires de la JS sont peut-être les plus à plaindre dans cette organisation : ils passent leur temps à organiser des consultations pour finalement recevoir leurs instructions d'en haut. Le résultat ne se fait pas attendre : un affichage de dispositif d'éducation populaire qui en viole de nombreux principes.

On pourra citer par exemple le règlement intérieur qui prévoit des « *punitions* » (oui oui en toutes lettres), qui sont des services pour la collectivité comme faire à manger ou ramasser les poubelles. De quoi bien dévaloriser les métiers du service, en somme. Et encore, ça c'est quand ce n'est pas le personnel issu des corps en uniforme qui instaure des punitions collectives à base de pompes et de gainages à 5h du matin à des gamins qui pleurent, parce que les militaires refusent d'écouter les encadrants issus de l'éducation populaire et titulaires du BAFA alors qu'eux n'ont ni expérience, ni formation d'encadrement de mineurs (Mediapart 13/07/22).

CITOYENNETÉ OU MISE AU PAS ?

Le SNU reste constamment sur le fil entre citoyenneté et militarisation. Le lever des couleurs au son de la Marseillaise, est-ce de la citoyenneté ou du nationalisme ? Cela dépendra de l'appréciation de chacun. Oui mais si c'est chaque jour ? Cela dépendra de l'appréciation de chacun. Et le fait que ce lever des couleurs est à 6h ? Oui mais si la journée-type est adaptée en conséquence ? Bon d'abord elle ne l'est pas puisque les jeunes se couchent à 23h, et quand bien même on se demandera l'opportunité de décaler la journée-type pour faire lever des adolescents de 16 ans à 6h, mais est-ce pour autant de la mise-au-pas ? Et le fait que ce soit en uniforme ? Bon c'est vrai que ça fait beaucoup mais est-ce de la militarisation pour autant ? Et le fait que l'uniforme soit intégral et inspiré de celui de la police ? Même question. Et le garde-à-vous ?

Le SNU est rempli de ces questions auxquelles on ne sait trop que répondre.

IL NE SUFFIRAIT PAS DE FORMER L'ENCADREMENT ?

C'est vrai qu'avec les différents exemples que l'on a vus, pas mal de choses pourraient être réglées par une formation et une information adaptées. En effet, les militaires ou réservistes n'ont aucune idée de comment s'occuper de mineurs en accueil collectif, alors ils font ce qu'ils savent faire : des préparations militaires. Pour ceux qui ne connaissent pas, ce sont des séjours de deux semaines que l'on peut effectuer en tant que jeune adulte ou à partir de 16 ans au sein de l'armée ou de la gendarmerie et qui sert à découvrir la vie militaire.

Ah oui c'est très bien tout ça mais s'il est vrai qu'aujourd'hui, les participants volontaires du SNU sont plus ou moins militaro-compatibles (beaucoup sont enfants de militaires, policiers, ou souhaitent le devenir, selon une étude de l'INJEP *), ce ne sera pas le cas demain avec un SNU obligatoire.

Lorsque je travaillais dans l'organisme d'éducation populaire sus-cité, on a bien tenté de faire valoir que s'occuper de mineurs mobilisait d'autres compétences que de gérer une troupe de soldats et en proposant de créer des formations adaptées aux séjours de cohésion, sans succès.

Le personnel de l'Éducation Nationale s'en sort un peu mieux, ayant l'habitude de travailler avec des jeunes, mais il est assez limité dans l'encadrement direct puisque le séjour se déroule en juin donc quand les enseignants ont cours… Et puis le séjour de cohésion reste bâti sur un modèle "séjour de vacances", avec des pédagogies participatives, donc loin, très loin, de ce que le système scolaire connait actuellement !

Le problème, c'est qu'apparemment, gouvernement comme armée comme Éducation Nationale, s'accordent à dire que les clowns de l'éducation populaire n'ont rien à apprendre aux gens sérieux. Il en ressort que la formation des chefs de centre est sous l'égide de l'armée, plus précisément organisée par l'École Navale de Brest. Quant aux adjoints, c'est l'Éducation Nationale qui s'en charge. Est-ce que les cadres de compagnies et les tuteurs de maisonnées sont formés par l'éducation populaire alors ?
Non, ils sont « *formés* » et deviennent des experts de l'encadrement de mineurs en 2 jours, dans les 2 jours précédant l'arrivée des jeunes, par le chef de centre et ses adjoints.

Mais parlons un peu de cette hiérarchie. Au niveau supérieur, le chef de centre est entouré de deux adjoints : un adjoint éducatif et un adjoint d'encadrement. Cette triarchie a été bien pensée, pour accueillir dans sa complémentarité une personne issue des rangs militaires, une personne issue de l'éducation populaire, et une personne issue de l'Éducation Nationale.

« la place de l'éducation populaire dans le séjour de cohésion, c'est uniquement de fournir […] le bas de l'échelle et qui doit faire ce qu'on lui dit. »

Ce n'est pas ce qui se passe. Les postes de chefs de centre et d'adjoint sont globalement monopolisés par l'Éducation Nationale et les armées. Les chefs de centre, particulièrement, sont, sauf exception, tous issus des rangs de l'Éducation Nationale.

Pour rendre compte de cette belle représentation équitable, on retiendra la session de 2019 où les 12 séjours de cohésion organisés n'ont vu qu'un seul chef de centre issu de l'éducation populaire (et encore, il s'agissait d'une personne issue de la Ligue de l'Enseignement, association largement inféodée à l'Éducation Nationale). Les capitaines de compagnie sont traditionnellement des réservistes ou apparentés, même si cela est moins systématique.

En fait, la place de l'éducation populaire dans le séjour de cohésion, c'est uniquement de fournir des tuteurs de 19-20 ans, c'est-à-dire le bas de l'échelle et qui doit faire ce qu'on lui dit.

SI AU MOINS ÇA INCITE LES JEUNES À L'ENGAGEMENT…

Oui c'est vrai. Susciter l'engagement chez les jeunes est une bonne chose et un objectif à atteindre… À moins que l'on ne se trompe de constat ?

Mettre sur pied un dispositif de cette taille (je rappelle qu'à termes c'est 800 000 jeunes par an) pour susciter l'engagement, c'est prendre comme présupposé qu'il s'agit d'un domaine à travailler, que les jeunes ne sont pas engagés. Or, tant l'INJEP ** que France Bénévolat *** concluent dans leurs études que les jeunes sont les moteurs de l'engagement associatif en France, et surtout que l'engagement des jeunes est de plus en plus hors des radars statistiques puisqu'il sort des institutions. Les jeunes ne sont pas moins engagés, leur engagement est différent. Partant de là, vouloir remettre la jeunesse à l'œuvre par le SNU, c'est bel et bien oublier que les jeunes ne l'ont pas attendu pour se retrousser les manches.

En admettant toutefois qu'il faille travailler sur l'engagement des jeunes, le SNU ne se donnent pas les moyens d'y répondre. La mission d'intérêt général (MIG), deuxième phase du dispositif et censée être le moment où les jeunes désengagés se mettent à pied d'œuvre, est délaissée. L'organisation des séjours de cohésion demandent tellement de ressources aux administrations que la MIG est oubliée. Les participants au séjour de cohésion ne sont pas sensibilisés à la question, les administrations ne veulent pas accueillir les participants, les associations rechignent devant le manque de moyens, et aussi un peu parce qu'elles sont mises devant le fait accompli. Tout n'est pas de la faute de l'État, mais l'État occulte la question.

Belette & Strapontin *

inspiré d'un poème de Jacques Prévert

par Eli Rhamba

** Belette & Strapontin, ça a été pendant longtemps le titre provisoire de ce journal. Le nom a été abandonné mais les personnages sont restés.*

Pire, on essaie de nous vendre un dispositif catalyseur de l'engagement, mais en 2020, les crédits alloués au SNU dans la loi de Finances ont été retirés… du Service Civique ! Mais si vous savez, cette troisième phase facultative vers laquelle tous les participants au SNU voudraient s'orienter au sortir de la MIG ! Résultats : je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui, mais en septembre 2020, l'organisme pour lequel je travaillais et qui travaillait beaucoup dans le domaine du service civique n'avait plus le droit de conclure des contrats de plus de 6 mois là où ils fonctionnaient habituellement avec des contrats de 9 ou 12 mois ! Magnifique catalyseur d'engagement !
Et enfin, au besoin de rappeler une évidence, si c'est obligatoire, ce n'est pas de l'engagement. Un SNU obligatoire qui a pour objectif de promouvoir l'engagement a quelque chose d'antithétique en soi.

BON MAIS C'EST ENCORE LE STADE EXPÉRIMENTAL, DONC ÇA PEUT CHANGER ? C'EST À ÇA QUE ÇA SERT NON ?

Oui, c'est vrai. Et en même temps on sait que ça ne changera pas tant que ça. D'une part, il ne faut plus parler d'expérimentation en réalité, mais de « préfiguration » car, selon Gabriel Attal, une expérimentation laisserait la porte ouverte à un arrêt de l'expérience. On remarquera donc que la vocation expérimentale du SNU est derrière nous et que, sauf blocage (qu'on examinera ensuite), le SNU se fera, un point c'est tout.

D'autre part, depuis 4 ans, le SNU a acquis une longue tradition d'être mené au bulldozer par le ministère au détriment des fonctionnaires qui l'exécutent et surtout au détriment de l'éducation populaire, grande perdante de ce dispositif (si on met de côté les jeunes évidemment).

Alors oui, de temps à autre, des choses changent, mais le processus décisionnel est opaque et la décision vient en réalité du ministère. Et pour l'instant sauf exception, ça change plutôt dans le sens inverse de ce que souhaite l'éducation populaire.

Surtout, pour expérimenter, il faut avoir un peu de liberté. Quelle est la liberté expérimentale quand un règlement intérieur ultra-précis de plusieurs dizaines de pages est pondu au ministère et doit être appliqué tel quel dans tous les séjours ? Quand le programme est défini à l'heure près par le ministère et que l'échelon local n'a plus qu'à ordonner les jours et à trouver la ressource locale qui répond précisément à l'activité déterminée ? En cela, Gabriel Attal a raison. La préfiguration du SNU n'est pas une expérimentation, elle est beaucoup trop cadrée pour cela.

QUEL AVENIR POUR LE SNU ?

Surtout, quand on voit l'avenir destiné au SNU, on se demande bien pourquoi continuer de perdre autant d'énergie dans une telle marotte.
Le SNU est déjà décrié pour son coût monstrueux (110 millions d'euros), alors qu'il ne concerne pas 800 000 jeunes mais seulement 40 000.
Le SNU est encore décrié pour sa mise en place au bulldozer et sa réalisation

pleine d'amateurisme (je vous ai parlé de l'absence de formation des encadrants ?), alors que cela fait trois ans que c'est presque la même chose d'une année sur l'autre.
Surtout, l'avenir du SNU est assombri par des considérations juridiques. Il y a plusieurs petits problèmes juridiques non élucidés, comme l'interdiction pour les participants de porter des signes religieux, ou encore l'impossibilité de suivre un office religieux de son choix durant le séjour, ou encore le fait que l'obligation vienne contredire l'autorité parentale. Surtout, la Constitution soumet le principe de la sujétion à l'État à des nécessités de Défense Nationale.

Jusqu'à preuve du contraire, courir dans les bois pour le séjour de cohésion ou faire des maraudes dans le cadre d'une MIG par exemple, ne sont pas des raisons de Défense Nationale (et la Défense Nationale ne s'adresse normalement pas aux mineurs). Les constitutionnalistes estiment donc qu'une révision constitutionnelle est rendue nécessaire. Le gouvernement n'a même plus la majorité absolue pour voter des lois ordinaires, alors des révisions constitutionnelles sur un sujet aussi polémique… Je ne prédis pas l'avenir mais en tout cas ça risque d'être compliqué.

UNE SOLUTION ?

Ce qui est bien avec le SNU, c'est qu'on peut proposer ce qu'on veut, on sait que de toute façon personne ne nous écoutera !
En soi, le principe d'un séjour obligatoire dont le projet éducatif tournerait autour de la mixité sociale et de l'apprentissage de la citoyenneté, pourquoi pas ? Se posera la question de l'idéologie d'État et de l'embrigadement, mais en étant vague on peut se dire que ça se résoudra avec une conférence de citoyens tirés au sort qui établira les programmes ou quelque chose comme ça.
Attendez mais, organiser un séjour qui promeut la mixité sociale et la citoyenneté… Devinez-quoi? C'est le métier, que dis-je, le terrain de jeu de l'éducation populaire ! Alors laissons-lui toute sa place, laissons-lui la maîtrise d'œuvre et des postes de direction. Laissons-la expérimenter des formules différentes. L'Éducation Nationale et l'armée pourrait avoir leur place, bien sûr, mais en tant que partenaires et intervenants, pas en tant que maître à penser.

Je ne dis pas qu'un tel projet serait souhaitable, mais j'attends de voir. Il aurait au moins le mérite d'être co-construit puisque cela fait partie de la culture de l'éducation populaire, et d'être conçu, même si c'est selon des directives, par des gens dont c'est le métier.
Ou sinon, on arrête d'essayer de rattraper tout ce qu'on trouve qu'il manque dans l'Éducation Nationale dans un séjour unique de 12 jours, et on travaille sérieusement sur des programmes à long terme, moins intrusifs, et laissant plus de choix et de libertés aux jeunes ?

Dialogue

---

* INJEP, *Évaluation de la phase de préfiguration du* SNU, sept. 2019 : 31% des participants ont un parent qui travaille ou a travaillé pour l'armée ; la réponse la plus mise en avant dans la motivation pour venir au SNU était la volonté d'avoir un encadrement militaire ; 63% des participants aux séjours veulent effecteur leur mission d'intérêt général dans la défense et la sécurité ; etc.
** INJEP, *L'engagement des jeunes : une majorité impliquée*, une minorité en retrait, 2016
*** France Bénévolat, *L'engagement citoyen et bénévole des jeunes : « Bilan de connaissances » et conditions de développement*, 2018

L'oreille qui traîne

spotted : un salarié de Jambville portant une casquette SNU en contexte scout

"y a un mec qui vendait une casquette du SNU pour 3€ sur Vinted. Je lui ai envoyé un MP et il m'a dit "bah il faut bien que ce truc m'ait servi à quelque chose"."

" Qu'est-ce que le colonel Moutarde fait à encadrer un séjour de jeunes ?! "

"Le kaki n'est pas un horizon, c'est une servitude" - punchline de la Fédération Nationale de la Libre Pensée

" AAAAH j'ai mal à ma france. La vidéo youtube de promotion du SNU a été tournée à Jambville."

Dossier

« LE SNU EST UNE MISE EN DANGER DES JEUNES »

Interview avec un porte-parole de Solidaires Jeunesse & Sports

Jeunesse & Sports : la hantise de tes galères de camps. Oui, mais. Ce sont aussi des gens, fonctionnaires et agents publics, qui sont directement concernés par les décisions gouvernementales et qui mine de rien, connaissent bien nos réalités. On est allées poser quelques questions à un porte-parole de Solidaires JS, un syndicat qui les représente.

C'est quoi Solidaires Jeunesse & Sports ?
C'est un syndicat de luttes et d'actions créé en 2018, qui s'adresse à la totalité des personnels des politiques publiques "jeunesse et sports". On est plutôt une administration de cadres : les professeurs de sports et les conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ). Mais il y a aussi des administratifs (des agents d'accueils, gestionnaires...). Les autres syndicats représentent une partie de ces personnels : ceux du cœur de métier "JS". Nous c'est tout le monde sauf les chefs, c'est-à-dire les personnes qui ont des fonctions d'encadrement.
Ensuite, on est rattachés à l'union syndicale Solidaires, qui contrairement à la CGT, à FO ou la CFDT n'est pas une confédération : chaque syndicat garde son fonctionnement propre, le but est de ne pas les priver de leur autonomie.

Quels sont les principaux motifs pour lesquels vous vous opposez au SNU ?
Il y en a deux. Le premier, on ne va pas se mentir, il est idéologique : le SNU s'inscrit dans une volonté de raffermir la société, de la contraindre. Il arrive dans le contexte où la police met des lycéens à genoux contre un mur. Il y a une continuité idéologique, qui vise la mise au pas de la jeunesse.
Le second motif, il est professionnel. Pour les personnels "jeunesse et éducation populaire"(JEP), il y a un conflit de valeurs, a minima, voire une dimension schizophrénique à faire du SNU alors que ton métier, c'est l'éducation populaire. Tu dois porter une politique publique à laquelle tu ne crois pas et surtout, qui entre en contradiction ton cœur de métier. Nous, c'est d'être acteur de la protection et des droits de la jeunesse, de sa sécurité physique, morale, et de vérifier que des associations font bien de l'éducation populaire pour avoir le droit à des agréments et à des postes (les postes "FONJEP"). Or, le SNU, c'est l'inverse de ces deux préoccupations.

Concrètement, quelles conséquences le déploiement du SNU a actuellement sur les personnels JEP ?
Il y a plusieurs problèmes. Le premier, c'est ce dédoublement de personnalité et ses conséquences. C'est souvent des jeunes collègues, des personnes pas encore titularisées, qui ont dû prendre les missions SNU, parce que eux ils avaient pas le choix. Ça crée des conflits dans les équipes, c'est la patate chaude, personne ne veut le faire. Beaucoup de collectifs de travail, au niveau départemental, en ont fortement souffert, alors qu'ils étaient déjà usés par le sous-effectif.

Le second problème, c'est le travail réel. D'abord, c'est une rupture par rapport à notre métier parce qu'il n'y a ni construction de projets, ni relations vraiment partenariales avec les associations. Ensuite, c'est une cacophonie dans les instructions, on n'a jamais vu ça, et c'est toujours au dernier moment et jusqu'au dernier moment. Les changements de consignes jusqu'à la

veille du départ des jeunes, des pratiques ubuesques. Par exemple, ils ont passé un marché national pour les bus qui transportent les jeunes du SNU. Mais la centralisation ne fonctionne pas, alors quand il y a pénurie des conducteurs de bus cet été, les chefs de service qui vont louer des minibus la veille. On sort complètement des règles de la commande publique. Sans compter les délais de paiement, extrêmement problématiques pour les animateurs SNU, dont les salaires arrivent plusieurs mois après, et pour les prestataires. Certains ne sont au 30 novembre toujours pas payés des séjours de juin.

C'est dur pour ton positionnement professionnel : tu dois faire quelque chose dans lequel tu ne crois pas ou peu, et en plus on te met en porte-à-faux avec les organismes avec lesquels tu es d'habitude dans une relation partenariale. Ce choix d'une gestion ultra centralisée nationale fait que même si localement, tu as trois francs six sous pour faire intervenir l'association chouette du coin, tu n'as la main sur rien d'autre dans le séjour, il n'y a aucune place à l'intelligence locale.

Est-ce vrai qu'il n'y a plus de temps pour le contrôle des accueils collectifs de mineurs (ACM), l'accompagnement sur les évènements graves ou les violences sexuelles ?
Ça il faut le reposer dans un contexte plus large. On était 10 000 agents il y a 10 ans, on est 4 500 aujourd'hui. C'est sûr qu'on ne peut plus tout faire et bien faire. Pour le SNU, ils ont plutôt sorti l'artillerie lourde, il y a environ un département sur deux où une personne dédiée a été recrutée en appui, souvent qui ne connaît pas le domaine de la jeunesse d'ailleurs. À côté de ça, des départements n'ont plus d'inspecteurs JS. Là où il en reste, les agents ne font plus que de l'encadrement des équipes. Globalement, les visites de séjours, on en fait encore, mais moins. C'est beaucoup plus ciblé.

Sur les violences sexuelles, avec la libération de la parole, il y en a et il y en aura de plus en plus. Nous, on pense que les délais de réponse sont là mais au prix de journées infernales pour les agents. De plus, les personnes les plus formées (les inspecteurs) ne sont plus dispo pour le terrain : ce sont des agents parfois pas équipés pour accueillir cette parole qui doivent gérer. Se pose plus largement la question des professionnels qui sont en porte-à-faux quand les personnes mises en cause, ce sont des partenaires qu'ils connaissent bien. On va donc vers des enquêtes administratives déplacées, gérées par le département d'à côté.

Vous avez produit des "Retex" à plusieurs reprises. Les personnels JEP sont aux premières loges pour savoir comment se passent les séjours de cohésion : au-delà des incidents rapportés dans la presse, y a-t-il des endroits où il se passe effectivement des choses intéressantes ?
On a fait ces Retex pour se moquer de ceux du ministère : dans un "retour d'expérience", normalement il y a des règles pour que ce soit utile. Là, ceux du ministère c'était l'inverse : à effacer des paragraphes du compte-rendu pour que les dysfonctionnements ne sortent pas. Dans ce contexte, notre choix ça a été de mettre l'accent sur les choses problématiques.

C'est certain qu'il y a des endroits où des choses intéressantes ont pu être tentées, qui peuvent ressembler à des colos dans le projet pédagogique, sur le papier. Mais dès lors que les directeurs de séjour sont ex-militaires, la réalité ne va pas suivre. Que les quelques beaux moments de pédagogie réelle se heurtent au cadre général des contenus obligatoires, du lever du drapeau, du réveil à 6h, des punitions physiques, … En résumé, il peut y avoir des temps intéressants, mais le séjour n'est jamais intéressant.

Notre constat, c'est que le but premier c'est que rien de choquant ne sorte dans la presse. Quand tu es en camp, s'il y a un évènement grave, tu le déclares à jeunesse et sports. Là, s'il y a une mise en danger, on est censé le signaler, mais dans un autre logiciel, et la première question c'est "pensez-vous que cela risque d'arriver dans la presse", en te demandant si les jeunes ont filmé par exemple. Nous, on est assez impressionnés de la culture du silence. C'est vrai que côté armée, c'est traditionnellement "la grande muette", l'habitude de ne pas dire; et l'éducation nationale, c'est le poids de la hiérarchie. Mais

nous ça n'est pas notre culture professionnelle, et pourtant les collègues ne disent rien quand il y a des dysfonctionnements, ou uniquement un an plus tard. Or, le SNU est une prise de risque, une mise en danger des jeunes.

Vous dénoncez les violences sexuelles qui ont lieu dans les séjours SNU, mais est-ce vraiment un argument ? Des violences, il y en a dans les camps et les colos aussi.
Bien sûr qu'il y a des violences sexuelles dans ces espaces. Mais d'une part, quand c'est l'État qui organise, il y a une forme d'exigence d'être exemplaire, et surtout, pour nous, le SNU est plus dangereux que les ACM sur ce plan, structurellement. Il y a eu une dérogation spéciale dans la règlementation SNU, et les gens peuvent être moins formés que pour un ACM. Tu as des animateurs avec une licence STAPS, beaucoup de séjours dirigés par des militaires à la retraite : ça peut être des gens bien mais, la prise de conscience de ce qu'est un séjour avec des jeunes n'existe pas, ils ne connaissent pas.

Et puis en ACM, avec toutes les limites existantes, tu as quand même la structure, l'association qui s'engage, qui épaule, qui cadre. Elle a une histoire, des ressources … Là il n'y a rien. On est assez étonné de l'omerta cette année, les cas d'agression sexuelle, de viol, d'agression homophobe, raciste, sont peu sorties dans les médias. Mais dans le contexte où la Secrétaire d'État dit vouloir faire évoluer les choses dans l'animation, ça ne passera pas que l'État mette en place des structures qui permettent ça.

Peux-tu expliquer plus largement, pourquoi vous dites que c'est une mise en danger ?
Parce que l'État ne sait pas faire ça. Sur le plan logistique, d'abord : transporter massivement des jeunes, gérer des lieux, assurer le suivi sanitaire, … les associations savent le faire, et nous on sait le faire en tant que personnes parce que souvent on est ou on a été animateurs, bénévoles, scouts, … mais la structure publique n'est pas faite pour organiser des séjours, donc il y a des problèmes.

Ensuite, dans l'animation d'un séjour et d'un groupe. Il y a un objectif de mixité. Dès qu'on commence à élargir la palette au-delà des jeunes qui aspirent à des métiers en uniforme (armée, police, pompier…), les enjeux de mixité se posent très fortement. Tu ne peux pas mélanger les publics, les territoires comme ça, sans aucune capacité à penser comment on crée la rencontre entre les gens. C'est typiquement quelque chose que quelqu'un qui a un BAFA ou un BAFD a un peu réfléchi, ce qu'on fait en début de séjour : on reste sur le lieu, on fait des jeux, on crée de la cohésion, … tout ça n'est pas pensé dans le SNU, et dès le lendemain de l'arrivée tu vas faire telle activité imposée à l'extérieur … donc ça crée des situations explosives, avec une incapacité de les gérer.

Un autre exemple, c'est comment tu gères un jeune qui fume ? Qui fume du cannabis ? Les capotes ? C'est des questions que des animateurs formés savent à minima se poser. Là, pas forcément. Et s'ajoute le fait que comme c'est l'État qui organise, il y a une forme d'obligation à être moins "permissif", et donc des jeunes qui se font exclure en masse pour avoir fumé du cannabis, pour un dispositif qui doit être à terme obligatoire. On revient au fait que l'État n'est pas le bon opérateur pour ça.

La secrétaire d'État SNU est rattachée à l'Éducation Nationale et au Ministère des Armées. Comment c'est vécu en interne?
Le double rattachement ministériel n'est pas si mal vécu que ça, paradoxalement. Il faut comprendre que les personnels JS ont l'habitude des rattachements interministériels, c'est la simplification administrative ! On est rattachés à 2 ministres et au moins 3 secrétaires d'État. Donc que la secrétaire d'État SNU ait une co-tutelle par le Ministère des Armées, ça ne nous a pas traumatisé. C'est le rattachement politique.

En revanche, le séisme pour nous c'est que la DJEPVA, c'est à dire notre hiérarchie administrative, est désormais pilotée par quelqu'un qui vient du Ministère des armées. Ça veut dire que les politiques publiques jeunesse passent sous la coupe d'un militaire, c'est énorme. On touche le fond en termes de symboles, sachant que ça se produit dans un contexte où la

DJEPVA, c'est de moins en moins d'agents. Pour ceux qui restent, la seule chose qui est pilotée c'est le SNU, tout le reste c'est pilote automatique, tacites reconductions, ...

Vous parlez de gabegie financière concernant le SNU, est-ce que tu peux préciser ?
C'est assez facile : il suffit de regarder le budget déployé par rapport au service considéré. Le coût de cette année, c'est 3 200€ par jeune pour le séjour de cohésion, sans compter notre coût, à nous qui organisons. Pour 2023, ils veulent que ça coute 2 500€ par jeune, pour 12 jours.
Mais c'est gigantesque! Compare au coût d'un camp scout, d'une colo ! Financièrement, c'est tellement n'importe quoi que personne ne sait plus dire combien ça couterait en généralisation, 3 milliards, 5 milliards, ... il faut se rendre compte que c'est plus de deux fois le budget de l'intégralité des politiques jeunesse et sports. Surtout, sur l'objectif de la cohésion, de la mixité, on pourrait faire tellement de soutien aux acteurs qui font déjà des choses super : 1er départs en vacances, centres sociaux, classes vertes, les colos, le scoutisme...

Sur le plan financier, il y a des choses choquantes sur fonds publics : de l'alcool pour les encadrants, des quantités énormes de fleurs pour le bureau du directeur, des pots de fin de séjours pour des milliers d'euros... Et toi, agent public, on te demande de valider ces factures, et tu te dis, mais je fais quoi ??

Est-ce que c'est vrai de dire que cet argent a aussi été pris aux associations d'éducation populaire ?
Pour le moment, on ne dirait pas vraiment ça. Disons qu'avec le COVID et le plan de relance, il y a eu de l'argent et donc plutôt les subventions aux associations n'ont pas baissé. Ça va peut-être changer en 2023. Pour le moment, c'est plutôt de l'argent mis en plus juste pour le SNU.

Quelles perspectives vous voyez pour le camp de l'opposition au SNU ? On sent que la généralisation s'éloigne ? Au Sénat, El Haïry a évoqué une intégration au temps scolaire par exemple.
Pour 2023, ils n'affichent plus d'objectifs chiffrés de participation. C'est logique : à chaque fois, la réalité ça a été deux fois moins que leur objectif. Pour autant, on nous demande en 2023 un séjour en plus par département, donc en février, avril, juin et juillet. Officiellement pour une généralisation en septembre 2023.
Mais l'armée n'en veut pas, nous non plus, personne en fait. Et l'aveuglement politique initial, de ne pas pouvoir regarder en face le fait que l'État ne sait pas faire ça, commence à se fissurer. On voit que ça commence à temporiser, avec la réalisation qu'il y a quand même deux-trois trucs sur lesquels c'est casse-gueule.
Je pense qu'une des pistes de "généralisation", ça va être que les fédérations d'éducation populaire reprennent complètement la gestion des séjours SNU, comme ça a été expérimenté au début.

Propos recueillis par Maud

« Rude garce, madame Patrie : elle mange ses enfants ! »
(dessin paru en 1891 dans Le Père Peinard, journal anarchiste - BNF)

quizz

MINISTRE OU MYTHO ?

On a eu la curiosité de regarder ce que les ministères et autres groupes de travail avaient écrit ou dit pour expliquer le projet du SNU. On était un peu (beaucoup) choqué·es de certains propos. On a donc concocté un petit jeu : penses-tu que les phrases suivantes sont réelles ou que c'est nous qui les avons inventé ? **Autrement dit : c'est la com' officielle du SNU ou c'est un mytho de la rédac ?**

1. Permettre aux étrangers de participer au SNU serait « une sorte de contrepartie à un séjour garantissant notamment l'éducation, la santé, et un certain nombre de droits sociaux, appelant une initiation à la manière de défendre une société qui accueille généreusement des étrangers. »

2. Le service national universel ne doit donc pas être conçu, ou regardé, comme le projet d'adultes, raisonnables et vieillissants, imposant à une jeunesse turbulente une période durant laquelle on lui enseignerait l'autorité et les vraies valeurs.

3. Quelle chance nous avons de vivre en France !

4. On ne doit pas dissimuler l'ampleur des oppositions qui, sans doute minoritaires aujourd'hui, pourraient demain concerner, de manière plus significative, les principaux intéressés, c'est-à- dire les jeunes, et leurs organisations

5. Le directeur du centre de Dunkerque a qualifié la cérémonie de levée des couleurs de « moment de sacralisation hors du temps et de l'espace » et l'a présentée comme un « moment de communion »

6. Aimez votre pays. Votre pays, vous le savez, il essaie par l'école, par la santé, par le travail de vous protéger. Et il faut rendre à son pays ce qu'il vous donne.

7. Qu'une minorité, qu'on espère très réduite, rechigne à se soumettre à cette exigence ne mérite pas qu'on mette en danger l'ensemble du système. Il n'y aura pas d'insoumis, au sens pénal du terme, il n'y aura que des jeunes ayant échoué - à un moment de leur trajectoire - à comprendre le plein sens des valeurs d'égalité et de fraternité, passagers clandestins d'une société à l'amélioration et à la générosité de laquelle ils apparaitront comme ayant renoncé.

8. Reste la délicate question des étrangers.

9. C'est par l'attractivité, (...) qu'il sera possible de généraliser cette pratique et d'en faire sinon un rite de passage en tout cas un sacrifice librement consenti par le sens et l'intérêt qui en seront perçus.

10. Vous le savez, nous avons plus que jamais besoin d'une République ferme et généreuse.

Rhubarbe

Réponses : 1. Officiel. 2. Officiel. 3. Officiel. 4. Officiel. 5. Officiel (...) Sans grande surprise, toutes les phrases sont vraies, la rédac n'a rien inventé ! Malaise ...

Dossier

SNU : BROWN-FLAG

Rendre la guerre cool et le nationalisme stylé

Cet article se base sur une visite sur le centre SNU de Jambville en juin dernier, des échanges et observations sur place, et d'entretiens avec trois tuteur·ices et deux volontaires (trouvé·es sur les réseaux sociaux ou au hasard de mes rencontres).

UNE AMBIANCE PARA-FASCISTE

Plusieurs aspects du SNU, pas forcément alarmants lorsqu'on les prend isolément, peuvent dessiner ensemble une ambiance qu'on qualifiera de para-fasciste (c'est un peu le principe du red flag, mais comme le fascisme est traditionnellement associé au brun, disons plutôt : brown-flag). Il y a plein de brown-flags, je n'en cite que deux.

Brown-flag : une obsession pour l'uniformité. Les tenues SNU portées quotidiennement et l'interdiction du maquillage, des bijoux ou des piercings dans certains règlements intérieurs sont censées gommer les différences individuelles et sociales. La marche en rang et les punitions collectives font agir le groupe en chœur. On retrouve également ce souci d'uniformité au niveau des régimes alimentaires, avec l'absence délibérée d'alternative halal pour les volontaires musulman·es – le SNU se fait de la laïcité une conception islamophobe et compte ainsi « *lutter contre le séparatisme* » (comprendre : « *rééduquer les indigènes* »)

Brown-flag : une omniprésence du sport (associée à un souci constant de ponctualité et de vitesse d'exécution). Le sport, distingué de l'activité physique proprement dite, est en effet assez critiquable dans sa dimension éducative : tel qu'il est imposé à la jeunesse, il valorise l'esprit de compétition, la notion culpabilisante de mérite personnel, les démonstrations de virilité (par exemple, les pompes en guise de punition que certains volontaires exécutent avec un enthousiasme non dissimulé), et dévalorise les corps qui s'écartent des normes.

UNE OPPORTUNITÉ DE PROPAGANDE AUPRÈS DES JEUNES POUR L'ARMÉE ET L'ÉTAT

L'Armée occupe une place de choix dans le dispositif du SNU : on retrouve dans les équipes de direction et parmi les cadres nombres de militaires retraités et de réservistes. C'est une position d'autant plus influente que la direction est chargée du recrutement des tuteur·ices et décide de la programmation du séjour, et que les relations entre la direction et les cadres d'un côté et les tuteur·ices de l'autre peuvent être assez hiérarchiques. En outre, les interventions de « *corps en uniforme* » (militaires, gendarmes, policiers…) font partie des éléments obligatoires des séjours SNU (s'y ajoutent les interventions éventuelles d'institutions proches de l'Armée, comme l'Office National des Anciens Combattants).

L'Armée, et plus généralement l'État, profitent donc du SNU pour dérouler leur propagande. Pendant la « *Journée Défense et Mémoire* », des volontaires sont par exemple amené·es, dans le cadre du jeu de plateau Décision Défense, à se mettre dans la peau des décideurs stratégiques qui « *défendent les intérêts de la France dans le monde* » et « *préviennent*

les menaces géopolitiques et terroristes » au niveau international : il est clair que les considérations internationalistes, les critiques de l'interventionnisme français ou de la doctrine de guerre préventive ne sont pas les bienvenues. Les visites sur des « *lieux de mémoire* » représentent d'autres moments potentiellement propices à la transmission du roman national ou à l'héroïsation des soldats.

Pendant leurs interventions, les militaires et les gendarmes ont tout le loisir de montrer leur équipement, de raconter des anecdotes, de prêcher l'importance de « *défendre sa patrie* » – bref, de faire leur pub en rendant la guerre cool et le nationalisme stylé ; les policiers, pas en reste, peuvent faire essayer leurs armes aux volontaires, déplorer le manque de respect pour les forces de l'ordre, et se plaindre du sous-effectif. On m'a encore raconté l'intervention de hauts fonctionnaires et d'élus chantant les louanges de l'Union Européenne. Il ne s'agit pas simplement de faire découvrir des institutions aux volontaires mais bien de les défendre, en ne présentant une institution que du point de vue bien sûr favorable de l'institution elle-même, et de mettre en avant leurs valeurs – on les connaît bien, les valeurs des « *corps en uniforme* » : les militaires, les gendarmes et les policiers votent massivement pour l'extrême-droite.

L'influence idéologique des acteurs du SNU peut également passer (de façon plus subtile) par les temps de « *démocratie interne* » : les volontaires sont invité·es à débattre ensemble sur des sujets politiques prédéfinis par l'équipe encadrante, ce qui lui permet d'imposer ses thèmes de prédilection. La proposition de certains sujets et des défauts de modération laissent parfois le champ libre à des discours réactionnaires portant par exemple sur la supériorité masculine ou le retour de la peine de mort.

CONCLUSION

Il est clair que le SNU, dans sa forme actuelle, ne forme pas des combattant·es (encore heureux).
Mais ce qui doit nous inquiéter, c'est qu'il risque de faire consentir un peu plus la jeunesse aux violences de la police et à l'impérialisme français en lui donnant une image sympathique des policiers et des militaires, de sorte qu'il y ait encore moins de résistance à la prochaine loi pro-flic ou à la prochaine opération de l'armée française dans un pays du Sud.
Une étude de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (octobre 2021) nous dit que 82 % des jeunes de la génération Z ont confiance en l'armée : la situation est déjà grave, il faut stopper la vague militariste.

« le SNU risque de faire consentir un peu plus la jeunesse aux violences de la police et à l'impérialisme français »

On m'objectera que le SNU n'est pas obligatoire, qu'il ne semble pas près de le devenir, et qu' il ne concernera donc que des jeunes acquis·es d'avance à sa cause. Il est vrai que beaucoup de volontaires s'inscrivent justement parce qu'iels s'intéressent aux « *corps en uniforme* ».

Mais n'oublions pas non plus ces nombreux volontaires qui s'inscrivent pour bien d'autres motifs : améliorer son CV, optimiser ses chances sur Parcoursup, passer le code de la route gratuitement, remédier à un décrochage scolaire, faire de nouvelles rencontres, faire du sport, voir du pays, ou tout simplement profiter d'un séjour gratuit ; et il faut encore ajouter les jeunes inscrit·es de force par leurs parents (« *les militaires ça te fera pas de mal* »). Le SNU vise d'ailleurs à élargir son public, notamment en direction des jeunes des classes populaires. Il bénéficie pour cela d'une importante publicité dans les lycées, et on commence à parler d'un financement du permis pour les volontaires afin d'attirer davantage.

Enfin, même s'il n'est finalement pas rendu obligatoire par le gouvernement actuel, que deviendra le SNU entre les mains des gouvernements suivants, qui auront peut-être des gages à donner à l'extrême-droite, ou pire, qui seront peut-être eux-mêmes d'extrême-droite ? Je n'ose l'imaginer, mais il y a là un argument de plus en faveur de l'abandon complet du dispositif.

Eli Rhamba

Dossier

LES EEDF ET LES 4 SAISONS DU SNU

Les EEDF ont pris position tôt contre le SNU, mais ont galéré à faire respecter cette décision. Petit historique.

Hiver 2018-2019 : petites alertes de plusieurs endroits sur « *il parait qu'un centre EEDF va faire du SNU, qu'est-ce qui se passe ?* » (merci les copains des EU qui ont passé l'info !). Alors qu'il nous semblait évident que ce bouzin ne créerait chez nous qu'opposition et mépris, c'est la sidération. Il va falloir se bouger.

Printemps 2019 : suite à un peu d'agitation interne, le sujet est amené en conseil national (la réunion trimestrielle du comité directeur et des responsables de régions). Le conseil national n'a pas de positionnement tranché, et décide de continuer à réfléchir. Pendant ce temps-là, le centre déjà évoqué continue à préparer le séjour de cohésion.

Été 2019 : un petit groupe décide de porter le sujet en AG. Aux EEDF, c'est assez facile : toute motion votée en congrès régional est discutée en AG, et il est possible de déposer des projets de position politique associative ("vœu") jusqu'à la veille de l'AG. Un vœu est donc soumis à l'AG pour affirmer l'opposition des EEDF au SNU. Un tract est distribué pendant l'AG pour expliquer ce qu'est le SNU, pourquoi on pense que les éclés doivent être contre, et présenter le témoignage d'une éclée qui a failli accepter d'être anim' sur un séjour SNU mais a renoncé vu l'entretien d'embauche. L'AG vote le vœu et affirme donc la position officielle des EEDF : nous sommes contre le SNU et demandons son retrait. Un autre texte voté demande à la suite que l'association participe à la construction d'une alternative.

Été 2019 toujours : c'est l'heure des premiers séjours SNU. Ce n'est que quelques jours après notre AG, et le séjour prévu aux EEDF a donc lieu, il n'est simplement pas possible de l'annuler à ce stade. Il est hébergé par le centre, qui apporte son concours. Un bénévole EEDF le dirige à titre personnel. *Libération* vient faire un reportage sur le séjour, et assimile EEDF et SNU. L'article est terrible. Des pompes en guise de punition collective. Une promotion de la culture du secret « *tout ce qui se passe au camp reste au camp* », à l'opposé de ce que l'on essaie de construire sur la lutte contre les violences. Une vidéo sur YouTube toujours en ligne suinte le paternalisme et les réflexes coloniaux. Franchement, on a honte.

Automne 2019 : il y a des tensions internes sur le fait de ne pas renouveler l'expérience, de respecter la décision de l'AG. C'est rude, parce qu'à côté, toutes les grosses fédé d'éducation populaire laïques, nos partenaires hors scoutisme, y vont. Les appels du pied y compris financiers sont bien là. Le comité directeur, pour mettre en œuvre la décision de l'AG, interdit la réalisation de séjours de cohésion au SNU portés par l'association.

{Interlude COVID et confinements}

Printemps 2021 : on apprend qu'un nouveau séjour va être organisé sur le même centre, par ailleurs en besoin de financement. Officiellement, il s'agit d'abord seulement de location du lieu. On apprend un peu après qu'il y a « *mise à*

disposition du savoir faire pédagogique » et le paiement se fait sous forme de subvention. Le directeur du séjour (le même) essaie de recruter des bénévoles EEDF sur d'autres projets pour venir contribuer au contenu. Face au fait que l'association s'est déjà engagée de facto, malgré les décisions démocratiques, décision est prise que le séjour ait lieu pour honorer les engagements pris au nom des EEDF. En parallèle, le responsable est suspendu de l'association.

Été 2021 : une nouvelle motion, demandant l'autorisation de faire du SNU, est déposée et proposée à l'AG : l'AG confirme son opposition en refusant de l'approuver.

Automne 2021 : le responsable est exclu des EEDF pour avoir engagé l'association dans ce séjour en contradiction avec les décisions démocratiques. Cela crée évidemment des tensions et incompréhensions internes. Il décide, comme nos statuts le lui permettent, de faire appel devant l'AG.

Été 2022 : l'AG confirme son exclusion et rejette l'appel. Le sujet SNU semble enfin clos. On peut prendre contact avec les autres associations qui se positionnent collectivement et publiquement contre le SNU.

Automne 2022 : le comité directeur acte que les EEDF rejoignent le collectif "Jeunesse, citoyenneté, émancipation", opposé au SNU, aux côtés des EEUDF, du MRJC, de la Ligue des Droits de l'Homme, etc.

B&P

PS : on s'est demandé plusieurs fois si c'était une bonne idée de publier cela. L'intention avec lequel on le fait n'est pas de jeter de blesser ou dénoncer vainement. C'est de pouvoir partager que oui, certaines positions associatives nécessitent du combat interne. Que sans des adhérent·es qui se mobilisent, la pente douce et glissante des politiques publiques acceptées sans réagir peut nous embarquer dans de bien moches aventures. Que ces positions sont parfois d'autant plus difficiles à tenir que les baisses de financement depuis des années des classes découvertes, de nos conventions pluriannuelles ... laissent nos associations d'éducpop d'autant plus exposées.

L'éducation populaire au piège du SNU.
basé sur un dessin du journal satirique La Calotte - 1911 - BNF

Dossier

« LE SNU NE VA PAS EN FAVEUR DE L'ÉMANCIPATION DES JEUNES »

Interview de William Petitpas pour le Forum Français de la Jeunesse

William est membre du comité d'animation du FFJ (l'équivalent de son bureau). Il est aussi secrétaire national du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC).

Peux-tu expliquer ce qu'est le Forum Français de la Jeunesse (FFJ) ?
Le FFJ réunit des assos gérées et animées par des jeunes, des syndicats étudiants et lycéens, et des partis politiques jeunes. La coordination est trans-partisane. Il est né en 2012, on fête ses 10 ans ! Il été créé à l'initiative du MRJC, de la JOC, d'Animafac et ensuite d'une quinzaine d'organisations, pour porter la voix des jeunes dans l'espace public.

Pour être membre du FFJ, il faut que la structure soit gérée et animée par des jeunes, avoir une gouvernance jeune, un caractère national ou transrégional à minima, et respecter une charte des valeurs qui exclut les orga' d'extrême droite.

Notre objectif, c'est de travailler ensemble auprès des pouvoirs publics, ministères et collectivités locales, pour agir sur les politiques jeunesses depuis le point de vue de jeunes organisés. On donne des avis sur la place des jeunes dans la démocratie, la santé des jeunes, l'accès à emploi des jeunes, les jeunes et l'Europe, la mobilité des jeunes, ... Nos mobilisations sont aussi au moment des élections, avec des préconisations. La gouvernance du FFJ est basée sur un CA avec toutes les orga', et d'un comité d'animation avec 2 personnes par type de structure : collège des partis jeunes, collège des syndicats, collège des assos.

Le FFJ a pris tôt position contre le SNU, est-ce que c'était une évidence ?
Non, ça n'a pas été une évidence. C'était avant que j'arrive (la spécificité des orga' de jeune c'est que ça tourne assez vite, les responsables sont en poste en moyenne pour 2 ans).
Le MRJC, dont je fais partie, a poussé assez tôt, avec d'autres, au sein du FFJ pour une prise de position contre. Ça n'a pas été vu comme un problème par tout le monde au début : il y a des sensibilités politiques différentes au sein du FFJ, et la prise de position est à la majorité des 3/4. L'UDI jeune fait partie du FFJ, les jeunes Républicains en ont fait partie et l'ont quitté, certaines orga' se sont dit on peut participer pour changer le SNU avant de prendre position contre... en plus c'est arrivé en plein COVID, ça a expliqué en partie que ça prenne du temps.
Aujourd'hui, c'est une position sans plus trop de résistance, mais des orga' l'ont moins porté.

Quelles sont les principales raisons de l'opposition au SNU pour le FFJ - notamment par rapport aux autres organisations qui sont contre ?
Au FFJ, on plaide pour une vraie politique de jeunesse transversale qui accompagne les

jeunes dans leur parcours très large : autant professionnel que dans leur parcours de vie, l'accès aux mobilités, l'engagement, pour lutter contre la précarité... On veut une vraie ambition qui sorte des silos. Par exemple, c'est le Ministère du Travail qui lutte contre la précarité des jeunes, l'Éducation Nationale qui porte la dimension engagement..., on essaye de faire en sorte que ça agisse de manière plus concertée et ambitieuse.

Le SNU est une des formes de politique jeunesse qui mobilise un gros budget, et qui ne va pas en faveur de l'émancipation des jeunes. Le SNU vise à ce que des jeunes soient au service de la République. C'est l'idée que les jeunes « *doivent* » quelque chose à la Nation. Ça nous pose question.
Les objectifs affichés, c'est la mixité sociale et le fait que les jeunes puissent sortir de leur famille et de l'école pour rencontrer d'autres jeunes, et de renforcer la citoyenneté. On partage ces objectifs mais pas la mise en œuvre et la méthode : uniformes, levée de drapeau, décorum. Ça nous interpelle sur ce qu'on cherche à faire avec le SNU.

Et la volonté de tendre vers un SNU obligatoire ?
L'obligation nous révolte. Des séjours de cohésion c'est quelque chose qui peut être souhaité par des jeunes, on le reconnait, mais par contre la généralisation à toute une classe d'âge c'est quelque chose contre lequel on a envie de se battre.

Vous faites partie d'un collectif d'associations qui veulent promouvoir des alternatives ("*Jeunesses, citoyenneté, émancipation*"), peux-tu en dire plus ?
Le MRJC en fait partie, c'est un collectif informel depuis un an et demi, avec plusieurs organisations qui sont d'accord pour être contre. On veut promouvoir d'autres manières de mettre en œuvre ces objectifs, travailler à des expérimentations avec les collectivités partantes. Pour le moment c'est à l'état de réflexion. Penser une alternative au SNU peut être problématique, l'idée n'est pas de faire un peu pareil en différent mais de penser radicalement autre chose.

Avez-vous le sentiment que sur la forme ou le fond du SNU, des choses évoluent ? Êtes-vous plutôt optimistes ou pessimistes pour la suite ?
C'est sûr que ça a évolué. On a eu une rencontre il y a un mois avec Sarah El Haïry, elle dit que le SNU de 2017-2019 n'est pas le même que le SNU 2023, ils disent avoir appris de leurs erreurs. Mais on a l'impression d'un double discours : la secrétaire d'État dit qu'il y a une évolution, que ça n'est pas militaire mais on observe son rattachement et celui du SNU au ministère des armées. C'est un rapprochement qui est fait.

Nous avons eu un échange avec un membre du cabinet Borne qui parlait de guerre en Europe, qu'il fallait se préparer face à ça [en lien avec le SNU, ndlr].

Il y a un double discours : renforcer citoyenneté et cohésion sociale d'un côté et de l'autre, il y a cette envie d'avoir une première approche militaire pour des jeunes d'une même classe d'âge. Sur le terrain, il y a une disparité dans les séjours suivant qui le met en place. Dans certains lieux, l'organisation est concertée avec les assos d'éducation populaire et les services déconcentrés de l'État, c'est organisé dans d'anciens lieux de colonies de vacances. À d'autres endroits, c'est organisé par les pompiers, la police, dans des casernes. Ces séjours n'ont pas la même valeur, pas le même caractère symbolique et politique.

Une des motivations officielles du SNU est de renforcer l'engagement des jeunes. Le FFJ défend à juste titre que les jeunes sont déjà très engagé·es associativement ou syndicalement. Avez-vous des revendications pour faciliter ou élargir cet engagement ?
Plusieurs propositions : le droit de vote à 16 ans accompagné par les institutions scolaires peut être un vrai éveil à la citoyenneté. Pas juste un abaissement de l'âge, mais aussi un accompagnement à travers l'école, ça va avec le renforcement de l'éducation morale et civique, à appeler autrement, mais aussi une vraie formation des profs sur ces modules-là. Il y a aussi le fait de favoriser l'intervention en milieu scolaire des orga' d'éducation populaire et orga' de jeunes.
Nous ce qu'on porte c'est l'éducation par les pairs : on peut être plus à même de parler à des collégiens et lycéens. Il y a le besoin d'une meilleure coordination entre Éducation Nationale et éducation populaire.

Quels sont les autres principaux axes de plaidoyer du FFJ ?
En 2023, l'idée c'est de publier un avis sur la précarité des jeunes sur la base d'enquêtes, de travaux de chercheurs et

avec des préconisations opérationnelles. On porte l'extension du RSA aux personnes de moins de 25 ans, mais pour aller plus loin il y a un désaccord au sein du FFJ sur ce qu'on vise plus exactement. Par cet avis sur la précarité, on parle de précarité économique mais aussi de précarité alimentaire, de santé mentale, de logement.
On est un réseau de jeunes experts en politique jeunesse, et le but est d'être auditionnés par le CESE**, le Parlement, ...
On a été invité à participer au Conseil National de la Refondation et on est préoccupé et occupé par ça et la mise en place d'un CNR spécial jeunesse. C'est beaucoup d'esbroufe mais il n'y a tellement rien eu ces dernières années en termes de dialogue avec les corps intermédiaires... c'est très dur de savoir ce que ça va donner, mais c'est déjà bien de parler avec les autres orga'. On y va avec prudence.

Propos recueillis par Altermondi

---

*Notons que pour l'instant, les volontaires SNU sont le plus souvent issu·e·s de milieux favorisés ou très favorisés et que les enfants d'ouvrier·ère·s ou d'employé·e·s sont sous-représentés (source : INJEP)
** Le CESE c'est le "Conseil Economique Social et Environnemental" : c'est la troisième chambre de la République, composée de corps intermédiaires, autrement dit « société civile organisée », c'est 172 associations et syndicats nommés par le premier ministre. Le CESE a une fonction consultative seulement, optionnelle ou obligatoire dans le cadre du processus législatif.

ACCRAS DE CAROTTES VEGAN

75 g carottes
1 gousse ail
20 g oignon
20 g oignon pays ou cive
5 g persil frais
1 cuillère à café de thym
1 piment végétarien
1 feuille bois dinde ou de laurier
1/4 cuillère à café 4 épices
70 g farine
90 mL eau
1 cuillère à café de jus de citron
1 cuillère à café de levure chimique
sel, poivre

> Râpez (ou mixez finement) les carottes. Ciselez finement (ou mixez) l'ail, les oignons, les herbes et feuilles. Mélangez aux carottes.
> Ajoutez l'eau et les épices et mélangez avant d'ajouter la farine et la levure. Réservez pendant que vous faites chauffer l'huile à feu fort.
> Versez délicatement des cuillères à soupe de pâte à accras dans l'huile bien chaude. Retournez les au bout d'une minute pour que les accras soient dorés de façon uniforme.
> Retirez les accras de l'huile et égouttez les sur du papier absorbant. Consommez tiède.

Mme Chesterfield

Dossier

LES DÉRIVES DU SNU VUES PAR LA PRESSE

Dans cet article, je vais me concentrer sur la couverture médiatique démarrant au lancement de l'expérimentation du SNU, en juin 2019. Comme nous allons vite le voir, que ce soit le dispositif en lui-même, la communication du gouvernement ou des évènements problématiques durant les séjours, celle-ci ne fut jamais très positive.

UN DÉMARRAGE SUR LES CHAPEAUX DE ROUE

Dès le 16 juin, plusieurs médias comme *Le Monde* ou *Libération* se font le relai de la communication d'Orlane François, alors à la tête de la FAGE (syndicat étudiant). Celle-ci dénonce un « *dispositif très paternaliste* » et s'oppose au caractère obligatoire. Le coût estimé du dispositif, à 2000 euros par jeune soit 1,6 milliards d'euros par an, choque alors qu'au même moment l'université et l'éducation nationale manquent de moyens. Anna Ky pour *Révolution Permanente* a des mots plus forts : le SNU est « *une véritable formation de soldats dociles* » et un moyen pour le gouvernement de « *mater* » la jeunesse, trop prompte qu'elle est à se mobiliser et contester le pouvoir (Mantes-La-Jolie, les gilets jaunes, la lutte pour le climat, etc.).

La communication du gouvernement autour du SNU est extrêmement critiquée, dès le début de la « *phase pilote* » du 16 au 28 juin 2019. *Arrêt sur Images* et *Télérama* rapportent que sur TF1 et France 2 pendant le même créneau de JT, la même jeune nommée Lucie prépare sa valise avec une mise en scène similaire et des vêtements différents. En citant Télérama : « *Je me demande si Lucie a dû faire faire ses bagages pour chaque tournage préparé par les services de communication du gouvernement* ». Il s'avère qu'elle a été nommée plusieurs mois plus tôt « *ambassadrice du SNU* » avec 12 autres jeunes, un par département test, censé·es promouvoir le dispositif (la fonction d'ambassadeur existe d'ailleurs toujours en 2022).

En clair, pour faire un reportage sur des jeunes partant au SNU, les rédactions devaient systématiquement passer par le service de communication du ministère. De plus, l'initiative des reportages sur le lancement de ce premier SNU venant des préfectures, l'expérience des journalistes y est « *mitigée* », comme le rapporte *Libération* le 20 juin. Si pour certains, cela se passe relativement bien sans trop d'encadrement, certaines préfectures, un peu trop "zélées" ont empêché les journalistes d'échanger librement avec les jeunes voir même de choisir leurs interlocuteur·rices.

Dans les mêmes dates, *Le Nouvel Obs* remarque que, face à ce déluge de jeunes chantant la Marseillaise en uniforme, « *de nombreux internautes ont exprimé leur trouble à la vue de ces images à l'atmosphère très martiale* ». Cette tendance persiste après la publication par *Libération* d'un reportage le 26 juin, où une photo montre six adolescents en train de réaliser des pompes en punition pour avoir mis leurs mains dans les poches. Au vu des réactions outrées jugeant cette punition « *"physique ", "collective" voire "violente"* », la journaliste change la description quelques heures après la publication. Elle se justifie en argumentant que c'est un « *jeu* » entre les animateurs et les jeunes qui étant volontaires et attirés par l'uniforme, n'ont pas de problème avec ce type de punition qui leur permet de « *faire du sport* ». Chacun est juge de si cette défense est convaincante.

Le weekend du 14 juillet, le ministère organise une large campagne de promotion du SNU sur les réseaux sociaux. Deux jeunes influenceurs (Sundy Jules et Enzo Tais-Toi) publient des vidéos « *élogieuses* » en story auxquelles ils joignent la vidéo promotionnelle commandée par le ministère sans indiquer s'il y a

sponsorisation. Contacté par le service Check News de *Libération*, Gabriel Attal avoue « *à demi-mot* » avoir eu recours à des influenceurs, sans dire leur nom ou leur rémunération. Il raisonne que le SNU « *concerne en premier lieu les jeunes* » et doit les cibler dans leur communication.

Les critiques concernent également Tibo In Shape, youtubeur "muscu" déjà connu pour ses vidéos vantant l'armée et la police, qui récidive avec le SNU. Dans sa vidéo intitulée « *je fais le nouveau service militaire ??* », qui a lieu en Guyane, il discute avec G. Attal en le tutoyant allégrement. Le partenariat est (discrètement) indiqué dans la vidéo, ce qui laisse supposer que le youtubeur a probablement été très bien payé. Ce scandale a refroidi le gouvernement puisqu'en 2021, Sarah El Haïry dira qu'on ne les y reprendra plus car les Français « *ne sont pas prêts* ».

REMISE EN QUESTION IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE

Dans une tribune publiée le 18 juin 2019 dans *Le Monde*, l'historienne Bénédicte Chéron explore les représentations menant à la création du SNU. Elle explique que ce que Macron envisageait originellement comme un renouveau du service militaire est finalement plutôt désinvesti par l'armée, qui ne voit pas d'intérêt à un dispositif où la finalité n'est pas de former au « *métier des armes* ».

La communication « *enthousiaste* » d'E. Macron et de G. Attal autour du dispositif est, pour elle, le « *parfait écho* » de la communication utilisée en 1965 lors de la création du service militaire, au lendemain de la guerre d'Algérie. Le pouvoir politico-militaire parle à travers de revues de modernité, de rencontres, de voyages et d'opportunités, et beaucoup moins de finalité guerrière. Elle fait l'argument que ces ambitions, quoique « *sympathiques* », ne suffisent pas à maintenir la cohérence de l'ensemble car l'aspect obligatoire n'est plus légitime sans « *finalité concrète qui s'impose à tous* ». Le dispositif se délite progressivement jusqu'à sa suspension en 1997.

Gabriel Attal, né en 1989, fait partie d'une génération politique « *bercée par la nostalgie* » à l'origine d'une « *pensée magique* » accordant au défunt service militaire toute sorte de vertus pour la jeunesse et la nation. Elle est donc persuadée que le SNU est

donc tout autant voué à l'échec que son prédécesseur.

Une journaliste de Médiapart, Faiza Zerouala, analyse les visées du SNU dans un long article publié le 21 juin. On y apprend qu'en 2017, tous les candidats de droite et d'extrême droite proposent de faire renaitre une forme de service militaire, même J-L Mélenchon parle d'un « *service citoyen obligatoire* ». Le sociologue Vincent Tiberj y voit le reflet d'une « *conception générale de la jeunesse* » où celle-ci doit être « *dressée* ». La visée finale n'est pas l'émancipation mais un conditionnement au respect de l'ordre et des règles afin de leur apprendre à obéir. Il explique qu'il est de l'ordre du « *fantasme* » de penser que le service militaire favorisait un « *brassage national* ». Les hiérarchies sociales y étaient « *au contraire reproduites* », les élites ne se mélangeant pas avec les autres.

Benedicte Cheron y rappelle que le SNU ne peut pas être pensé en dehors des questions « *d'intégration des jeunes issus de l'immigration* ». Les révoltes urbaines de 2005 arrivant quelques années après la suspension du service militaire, on se met à lier les « *maux sociaux réels ou supposés* » à sa disparition, alors qu'il « *ne jouait plus ce rôle-là* ». D'après elle « *E. Macron et G. Attal ne conservent que la coquille du récit du service militaire pour le rendre attractif et justifier son existence* ».

L'article cite également Claude Lelièvre, historien, pour qui la réforme du SNU est le « *signe d'une angoisse* », d'un repli sur des

éléments archaïques, peu importe que la réalité historique ait été toute autre. Vincent Tiberj le rejoint dans son analyse, évaluant que « *la société se recroqueville autour du drapeau depuis plusieurs années* » (tragédies, coupe du monde, etc.). C'est un « *retour au nationalisme banal* », où il y a une seule manière de former les gens, soit en mettant les jeunes « *au garde à vous* », sans possibilité d'esprit critique.

IMPACT SUR LES CORPS ET LES ESPRITS

Le premier scandale du SNU a lieu en 2019 pendant la commémoration du 18 juin à Évreux. *Le Parisien* rapporte que le maire inaugure la nouvelle statue de Charles de Gaulle sur la place du même nom et plusieurs dizaines de jeunes volontaires du SNU ainsi que des cadets de la défense sont présents. Obligés de rester immobiles sous le cagnard, 29 d'entre eux font des malaises à cause de la chaleur (plus de 31 degrés), dont un qui sera évacué par les pompiers. Malgré la communication du ministère mettant ces malaises sur le dos de « *l'émotion* », les témoignages rapportés dans la presse et en interne depuis indiquent que ces malaises ne sont pas une exception mais la norme. Les jeunes doivent rester debout et le plus immobiles possible alors qu'il fait plus de 30 degrés, pendant des cérémonies parfois interminables, alors que les journées sont bien trop chargées et qu'iels n'ont pas la possibilité de se reposer correctement.

Mediapart publie le 27 juillet 2019 un reportage réalisé à Carpentras pendant ce premier essai du SNU, où la direction comprend un proviseur de lycée et ancien scout, un colonel et un cadre de l'association Léo Lagrange. Ils ont été autorisés à rester deux jours sur les lieux par le ministère de l'éducation nationale (contrairement au réputé journal *L'Allume-Feu* qui a eu droit à… deux heures).

Bien que l'encadrement soit principalement militaire et très attaché à leurs méthodes ("gueulante", punition collective, privation de téléphone, etc.), ils sont rapidement obligés de « *lâcher* » sur certaines choses. En effet, « *le moule du SNU* » commence rapidement à « *se craqueler* ». En cause, le rythme « *très intense* » difficile à tenir amenant plusieurs jeunes « *à l'infirmerie ou aux urgences* », et les malaises dus à la chaleur. Mais surtout, les 160 jeunes, bien que volontaires, sont avant tout des adolescents « *fougueux, émoustillés, fragiles, cabossés* » qui s'endorment tard le soir.

L'encadrement se retrouve très vite complètement démuni face aux situations révélées par certains mineurs de violence, de souffrance psychologique, d'addictions etc. Personne ne semblant avoir anticipé que des jeunes volontaires pourraient aller « *mal* », il n'y a pas de médecin sur place. Pour l'un des cadres, ne pas se donner les moyens de « *gérer ces émotions* », c'est garantir que le SNU devienne « *une usine à gaz* ».

Le futur du SNU semble alors flou, en fonction qu'il reste sur la base du volontariat, risquant alors de « *créer une nouvelle ligne de démarcation entre les jeunes d'une même génération [entre les jeunes SNU et les autres]* », ou qu'il devienne obligatoire.

Peu de temps après la fin de la première édition, le 5 juillet 2019, *France Info* publie un article sur le « bilan mitigé » de certain·es participant·es et encadrant·es. Antoine, encadrant, raconte une soirée où les jeunes ont été réveillés en pleine nuit avec une alarme incendie, les cadres jetant des fumigènes en simulant une fusillade. Résultat : plusieurs jeunes ont perdu connaissance, fait des malaises ou des crises de panique. Angélique, une jeune, précise qu'une fille de sa chambre a fait une crise d'épilepsie. Iels évoquent également un cadre « *particulier* » et qui « *faisait peur à tout le monde* » leur faisant subir des « *petites humiliations* ».

Au démarrage de la session 2022, la presse locale rapporte plusieurs incidents que le SNES (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) compile sur son site le 4 juillet. On y retrouve des problèmes d'organisation comme des postes d'encadrants non pourvus, les affectations de jeunes et de cadres non-connues à quelques jours du départ, des problèmes de transports avec des changements d'horaires de dernière minute. Mais ce n'est pas la seule difficulté: il y a aussi la logistique avec des centres situés dans des lycées privés catholiques et même dans un centre religieux, ainsi qu'un centre situé dans un village de vacances fermé à cause d'une invasion de punaises de lit. Plus préoccupant, on observe une explosion des contaminations COVID ainsi que des propos racistes et du « *lgbt-bashing* », et pour couronner le tout, un encadrant en garde à vue avec ouverture d'une enquête pour agression sexuelle sur un jeune.

Ce même mois de juillet 2022, *Médiapart* publie un article en partenariat avec *Rue 89 Strasbourg* révélant qu'une punition collective a eu lieu le 5 juillet, soit le deuxième jour de la session se tenant au lycée Jean Rostand. Dans la nuit, plus d'une centaine de volontaires ont du descendre dans la cour du lycée. Le directeur adjoint, un ancien lieutenant-colonel, a décidé de toustes les punir car deux jeunes ont été surprises dans un dortoir pour garçons après leur couvre-feu. Agathe, l'une des tutrices, témoigne de la scène : « *Ils étaient près de cent trente à faire des pompes et du gainage, dehors. Une fille était en pleurs, obligée de faire les exercices alors qu'elle se plaignait de maux de ventre déjà dans la journée. Plusieurs gamins sont rentrés en pleurs* ».

Deux encadrants sont à l'initiative de cette punition, deux anciens militaires avec une longue carrière l'un dans la marine, l'autre dans l'armée de terre. Les tuteur·ices auraient exprimé leur désaccord mais une dira « *on n'a pas notre mot à dire* » . Iels témoignent de difficultés récurrentes avec ces cadres peu expérimentés en animation et l'accompagnement de mineur·es. Agathe explique que les militaires ne se rendent pas compte qu'une journée « *de 6h à 22h30, c'est très long* », que les animateur·ices auraient « *privilégié un temps calme* » car les jeunes « *n'ont pas l'habitude de faire autant d'activités* » et sont « *épuisés* » par leur année scolaire. À la suite de cet évènement, les deux encadrants mis en cause ont été suspendus dès le lendemain, et ont fini par démissionner.

LA REPRISE EN 2021 : SARAH EL HAIRY ET LE CHOIX DE L'ISLAMOPHOBIE

La reprise du SNU en 2021 coïncide avec les retombées médiatiques et politiques du meurtre de Samuel Paty. Elena Pougin publie le 16 janvier un article dans *Le Monde* qui donne le ton de ce changement d'ambiance. C'est désormais Sarah El Haïry qui a récupéré la charge du projet, qui aurait maintenant l'ambition de s'inscrire dans « *la lutte contre le séparatisme* ». Le fait que les inscriptions pour les sessions SNU de 2021 démarrent mi-janvier serait « *stratégique* » car le projet de loi contre le séparatisme revient à l'Assemblée Nationale le 1er février. Sympathique.

Le ministère promet de « *sélectionner des profils diversifiés* » et que « *la représentativité est au cœur du projet SNU* ». De belles promesses alors qu'on apprend un paragraphe plus tard que le secrétariat d'Etat se prépare à « *des débordements* » de la part de certains jeunes. Sarah El Hairy déclare souhaiter que le SNU apprenne à ces jeunes « *parfois déviants* » à savoir « *comment débattre et se comporter en société* ». Elle qu'on sait tellement ouverte à la discussion...

En plein lancement de l'édition 2021, Carla Biguliak publie le 25 juin sur *Révolution Permanente* un article sur une vidéo promotionnelle où Sarah El Hairy s'adresse aux jeunes dans une salle de classe. Les jeunes sont en uniforme et l'écoutent débout, mains dans le dos et en silence, alors qu'on voit un crucifix en arrière-plan. Il lui semble « *scandaleux et hypocrite* » que le gouvernement qui mène « *une énorme offensive contre la religion musulmane au nom d'une certaine laïcité* » soit bien moins gênée des signes religieux concernant la religion catholique. Le gouvernement « *cherche à promouvoir les valeurs (...) d'un État impérialiste qui opprime, précarise et assassine* » sous le prétexte d'un « *engagement citoyen* ». Leurs appels à « *l'unité nationale* », au patriotisme et à la mise en place d'une « *défense nationale* » sont loin d'être neutres dans un contexte de plus en plus sécuritaire et islamophobe.

Fait notable, le lancement de la troisième session du SNU le 3 juillet 2022 est presque concomitant avec l'annonce de la composition du gouvernement Borne le lendemain. On y apprend que Sarah El Hairy est maintenant secrétaire d'état chargée de la jeunesse et du SNU. Un poste rattaché au ministère de l'Éducation Nationale et à celui des Armées.

Pour Maëlle Hills, qui l'écrit le 5 juillet dans *Révolution Permanente*, c'est un signe inquiétant pour plusieurs raisons. D'abord, la volonté du gouvernement de « *mettre au pas* » la jeunesse par la répression physique et en passant par « *une offensive idéologique réactionnaire* ». Cela s'inscrit également dans « *un contexte de militarisation croissante de l'Europe* », Macron ayant affirmé dans sa campagne vouloir « *s'appuyer sur la jeunesse* » et leur donner des garanties financières (type financement du permis) pour les pousser à devenir réservistes.

Sarah El Haïry reprend son rôle de figure de « *l'anti-wokisme* » gouvernemental qui considère comme « *victimaire* » tous les discours dénonçant le racisme d'État et le racisme systémique. Grande défenseuse de la loi « *séparatisme* », elle s'inscrit dans la « *continuité de l'offensive islamophobe et réactionnaire menée par Jean-Michel Blanquer dans l'Éducation nationale* ». Il est donc préoccupant d'imaginer ce que ces deux ministères ensemble peuvent avoir comme pouvoir de répression et de soumission envers la jeunesse « *via le SNU* ».

La suite, elle s'écrit encore. Je ne pense pas avoir réussi à faire rentrer toutes les critiques et les évènements problématiques concernant le SNU évoqués dans les médias ces trois dernières années dans cet article. Néanmoins j'espère que tout cela vous donnera quelques outils de réflexion sur ce dispositif, ses ambitions, sa mise en place et l'idéologie qui l'anime.

Maloud

Note : Vous pourrez retrouver toutes les sources dans la version internet de l'article.

Pause musicale

Chanson composée pour le film *Avoir 20 ans dans les Aurés* (1972). Réalisé par René Vautier, cinéaste passé par les Éclaireurs de France, ce film antimilitariste témoigne de l'expérience de jeunes bretons un peu babos envoyés se battre durant la guerre d'Algérie. Il montre comment la peur, les ordres et la dynamique de groupe entraînent chacun progressivement loin de ses valeurs.

[Refrain]
Fous pas ton pied dans cette merde,
C'est une vraie histoire de fou,
Pas ton pied dans cette merde,
Ou bien t'y passeras jusqu'au cou

On te laiss'ra devant une vielle caserne
Tu entreras par la petite poterne,
Tu baisseras le drapeau en berne
Tu auras déjà l'bâton dans la giberne

[Refrain]

Tu choisiras une paire de godasses,
Des godillots et des patogases,
Il faudra bien que ton p'tit doigt y passe
Tu seras déjà un semblant de bidasse.

[Refrain]

On te foutra une veste militaire,
Un bout d'treillis, pour cacher ton derrière,
Quand tu entendras claquer la portière
A c'moment là, plus de machine arrière,

[Refrain]

On te mettra un fusil dans les mains,
On t'apprendra à faire le pantin,
Et même si, tu t'crois le plus malin,
On t'emmènera tuer des copains,
Comme si c'était de vulgaires lapins.

Une page de pub

CRIP CAMP : A DISABILITY REVOLUTION

CRIP CAMP : *la révolution des éclopés*

C'est un documentaire passionnant sur l'éclosion du mouvement social victorieux pour les droits des handicapés aux États-Unis dans les années 70, à partir d'un camp d'été pour ados et jeunes handicapés (Camp Jened) où tout le monde était écouté et pris en compte.

Ça montre la puissance d'émancipation que peuvent avoir les camps, notamment lorsque la parole est libre par opposition, entre autres, aux institutions ou classes spécialisées où sont certains participants à l'année. La débrouillardise et l'autonomie aussi.

Ce qui m'a le plus marqué, c'est aussi à quel point ce camp ressemblait à des camps scouts, et à quel point la plus grande barrière c'est le validisme*. Les solidarités entre les luttes sont particulièrement belles aussi et la force des actions…

À l'heure où les propositions adultes handicapé·es se multiplient dans nos mouvements, à l'heure des luttes pour la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé, et alors que la France ne respecte toujours pas les droits à l'autonomie garantis par les conventions qu'elle a pourtant signé. Ce film, qui montre la portée politique qu'un espace de liberté et d'inclusion peut avoir, me semble crucial.

Attention néanmoins le documentaire évoque des choses très dures, notamment dans l'institutionnalisation.

Ner

visuel des "dévalideuses", collectif féministe qui démonte les idées reçues sur le handicap

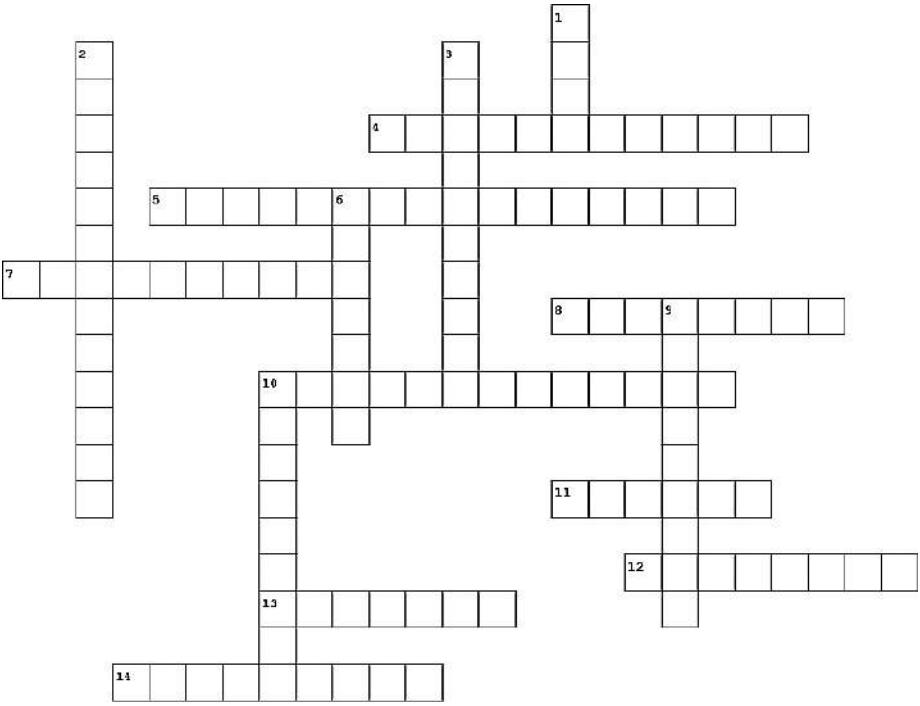
VALIDISME

« Une oppression pouvant prendre la forme de discrimination, de préjugé ou de traitement défavorable contre les personnes vivant un handicap. Le système de valeurs capacitiste, fortement influencé par le domaine de la médecine, place la personne valide, sans handicap, comme la norme sociale. Les personnes non-conformes à cette norme doivent soit tenter de s'y conformer, soit se trouver en une situation inférieure, moralement et matériellement, aux personnes valides. »

(Définition issue de Wikipedia)

Y a de la place

LES MOTS CROISADES



Horizontalement

4. Couvre-vieux-chef(2mots)
5. Le SNU de ton grand-père (2mots)
7. Être de droite / Ne pas avoir d'avis (mais être de droite quand même)
8. Catastrophe pédagogique et écologique destinée à expérimenter la joie du vivre ensemble
10. Rapport entretenu par Sarah El Haïry avec l'armée de terre
11. Bon sinon le snu, après mûre réflexion, en ayant bien pesé le pour et le contre, on est
12. Troupes mobilisables pour défendre la patrie de la République
13. Spécialité française dévoyée à des fins racistes
14. équivalent de girl boss

Verticalement

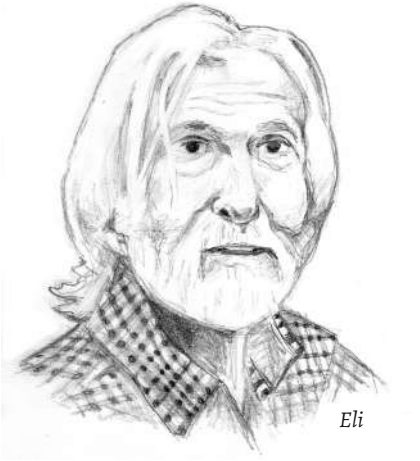
1. Ustensile de cuisine pour faire sauter les réacs
2. Aboutissement du parcours éducatif permettant aux scouts occidentaux de sauver les pauvres de tous les maux du monde
3. Savoureux quand il est engagé, moins quand c'est les guerres de Vendée
6. Récipient qui sert à faire fondre ou calciner des substances. Pour le SNU, vient toujours avant républicain
9. À l'Allume-feu, on compte bien les brûler. En général, elles sont décernées.
10. Exploitation gratuite de la bonne volonté / N'est valorisée que sur les budgets.

Des membres de la rédac

Interview

L'INTERVIEW EXQUISE : MARC, MAÇON PIERRE SÈCHE

La silhouette longiligne de Marc Dombre est un incontournable des camps chantier de Bécours, le hameau caussenard qui appartient aux EEDF. Maoïste dans sa jeunesse, militant du Larzac, figure de la filière "maçon pierre sèche" en France, il ne dit pas grand-chose spontanément. Mais dès qu'on lui pose des questions, il est inarrêtable...



Eli

Ton passage des éclés unionistes aux laïques semble assez marquant d'une époque, tu nous racontes ?
Je viens d'une famille protestante de Millau, j'étais louveteau aux unionistes. Quand j'ai eu 15 ans, vers 1964, ça a été l'hémorragie : tous les copains partaient à cause des adultes qui étaient traditionalistes. C'était non-mixte, avec l'uniforme et le culte. J'étais le seul de mon âge à rester, et la religion commençait à me gonfler. Là, des laïques qui ont décidé de remonter un groupe à Millau. Après en avoir discuté avec un responsable, on a dit « on arrive avec toute la bande ». Tous les 12/13 ans nous ont suivi, on a tout déménagé, les tentes, les malles, ça a été un beau scandale, mais on avait plus envie de discuter. Les fondamentaux entre unionistes et laïques étaient les mêmes, vivre ensemble, la nature... mais la laïcité et la coéducation avec les filles, ça a été important pour moi.

Jeune adulte, tu as été maoïste, ce qui était assez répandu à l'époque. Vu d'aujourd'hui, c'est surprenant. Tu peux expliquer ?
Je n'ai pas été maoïste du jour au lendemain. J'ai commencé au MCAA-MPDL (Mouvement contre l'armement atomique - Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté). On avait découvert ça au lycée avec les copains : on discutait beaucoup, on faisait de l'affichage, on passait des journaux. Le déclencheur ça avait été la guerre du Vietnam, dont les atrocités étaient partout. On réfléchissait beaucoup sur l'armement atomique. J'avais gardé de mon éducation protestante un côté pacifiste. Les armes, il y a le commerce et c'est du travail pour des ouvriers mais avant tout, c'est pour tuer. En 68 on a occupé le lycée, j'ai loupé mon bac. Puis il y a eu la lutte du Larzac, qui était notre terrain de jeu éclé, alors on y a pris part. Le lendemain de l'annonce de l'extension du camp militaire, les jeunes de Millau disaient « *non au camp* », avant les paysans. Ils voulaient nous priver de l'endroit où on était heureux.

Et donc le maoïsme... ?
Au début des années 70, il y avait l'idée que ce qu'il se passait en Chine c'était super. C'était après une révolution, un peuple qui s'est soulevé contre ses dirigeants. Et puis on savait pour l'URSS : donc le maoïsme, c'était du communisme mais pas stalinien. On s'est rendu compte après que c'était une monstruosité, une structure très autoritaire, qui étouffait totalement les individus. Mais initialement, ça a attiré beaucoup de monde. A l'époque on se disait anarcho-maoïste, on diffusait le journal *Gauche Prolétarienne*. Il faut dire qu'il y avait une vraie propagande, des publications pour les jeunes qui arrivaient de Chine, en français. On s'est complètement fait blousés, et ça a été très dur pour certains de s'en rendre compte.

Avec mon éducation plutôt bourgeoise, ça a été déterminant pour moi. Dans le maoïsme, il y avait le principe que les étudiants aillent en usine, en atelier, à la campagne. On appelait ça « *s'établir* ». Ça a été un fort mouvement, au moment où les usines et le bâtiment embauchaient plein pot en France. À ce moment, je faisais légèrement la fac, donc je l'ai quittée, et j'ai été sur des chantiers. Je suis entré maçon par l'idéologie, et je suis resté maçon parce que ça m'a vraiment plu.

Peux-tu expliquer le principe de la maçonnerie pierres sèches, et la différence par rapport au ciment et au mortier chaux ?
La pierre sèche, c'est de construire en assemblant des pierres, sans liant. Il s'agit de les caler entre elles, ou de les tailler. Ça dépend du temps et des envies.
Les deux autres sont des maçonneries avec du liant : le ciment, qui est cuit à 1 200°, ne permet pas au matériau de respirer, de laisser passer l'humidité, contrairement à la chaux, qui est cuite à environ 900°. Mais le ciment c'est rapide : ciment, béton, agglo.

Ensuite, la différence entre la pierre sèche et la maçonnerie avec un mortier chaux, c'est que tu ne l'utilises pas pour la même chose. Si tu as besoin d'isoler de l'air, tu mets du mortier : pour les murs d'une maison par exemple. Mais si tu as besoin que l'air circule, la pierre sèche est plus solide : pour une étable, une grange, un séchoir, et surtout pour les murs de soutènement, c'est à dire qui servent à retenir les terrains.

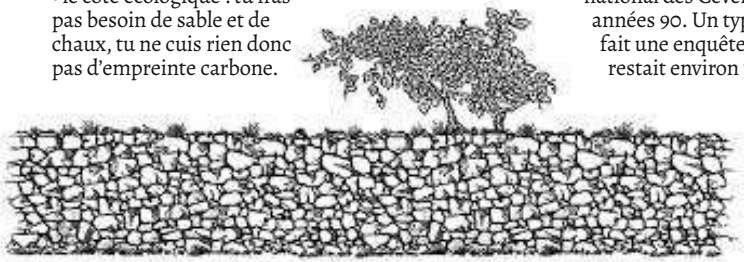
Il y a un intérêt croissant pour la pierre sèche, pourquoi ?
Il y a plusieurs dimensions je pense :
• le côté drainant, qui laisse passer l'eau. Les agriculteurs sont conquis par ça, quand les ouvrages béton font pourrir doucement les terrains.
• la solidité : ça résiste très bien au passage de l'eau, contrairement au ciment, qui est totalement imperméable. Dans les pentes, l'eau s'accumule derrière le mur, ce qui le fragilise.
• le côté écologique : tu n'as pas besoin de sable et de chaux, tu ne cuis rien donc pas d'empreinte carbone.
• le côté patrimonial : si on perd le métier, on perd aussi tout un « *paysage bâti* ».
• la biodiversité : il y a une vie dans un mur en pierre sèche, tout un tas de bestioles et de végétaux, que tu n'as pas dans un mur plein.
• l'aspect artistique : il y a une beauté dans un tel mur, c'est aussi une manière de s'exprimer.

Est-ce que c'est une pratique populaire à l'origine ?
C'était une pratique paysanne, qui s'est perfectionnée au fil du temps. Un peu partout dans le monde, on trouve des constructions pierre sèche. C'est une intelligence qui est venue de l'observation de ce qui se passait naturellement : des pierres qui retiennent la terre.

Dans les campagnes françaises, ça a été perfectionné au plus haut point au milieu du 19ème siècle. C'est une période encore très agricole, il n'y a pas de guerre, donc peu de morts : les campagnes sont surpeuplées. Donc on conquiert de plus en plus les flancs de montagne. Ensuite est venu le développement industriel, ça s'est ralenti, et avec la 1ère guerre mondiale, la saignée a fait que ça s'est quasiment arrêté : pas de nouvelles constructions, mais aussi pas d'entretien des constructions existantes. Le ciment est arrivé dans les années 1920, mais a explosé après la 2ème guerre, quand il a fallu reconstruire la France. Toute la grosse industrie du ciment a envahi les chantiers. Et le savoir de la pierre sèche a failli disparaître.

Comment un savoir disparaît et réapparait ?
La pratique a arrêté d'être transmise dans l'apprentissage des maçons, et les paysans ont arrêté de le faire et donc de savoir le faire. Quand j'ai commencé comme maçon dans les années 70 dans les Cévennes, sur les chantiers où il y avait de la pierre sèche, on ne savait pas faire : on appelait 2 paysans qui savaient encore. C'est comme ça que j'ai appris.

Qu'est-ce qui a été structurant pour la reconstruction de la filière pierre sèche ?
L'élément déclencheur, c'est le parc national des Cévennes dans les années 90. Un type, Didier Lecuyer, a fait une enquête qui a montré qu'il restait environ 1 maçon par vallée qui savait faire. Ces gens avaient 50 ans, on allait perdre définitiveme



nt le savoir. Vers 2000, ce type nous a rassemblé, les derniers sachants des Cévennes, et nous a emmené à Majorque une semaine.

À Majorque ?
Oui, on a l'image d'un grand bronze-cul, mais en fait il y a une montagne qui structure l'île. Beaucoup d'ouvrages en pierre sèche, mais qui commençaient à se casser la gueule. Le conseil insulaire a monté une sorte d'école de la pierre sèche, qui a consisté à faire que les vieux qui savaient encadrent des chômeurs de l'île pour leur transmettre le savoir. Ça nous a inspiré.

Et vous avez créé l'association des bâtisseurs en pierres sèches (ABPS)…
Oui. On a réfléchi à comment réintroduire la pierre sèche dans le travail du maçon. On a écrit une charte pour expliquer que c'était une technique d'avenir et ce qu'on voulait transmettre.

Pendant 4 ans, on a fait des démonstrations dans les fêtes de village. Les gens pensent « *vous êtes sûrs que c'est solide ?* », et nous on leur dit « *regardez autour de vous* » : ils prennent conscience qu'en fait tout le village est structuré par des murs en pierre sèche. On a fait des conférences, des formations… ça a rallié du monde, on a fait un peu de pognon qu'on a laissé dans la caisse parce qu'on avait le projet d'embaucher une personne pour faire l'administratif, la création d'un diplôme, … Grâce à elle, on a créé deux Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) : ouvrier professionnel et compagnon professionnel pierre sèche.

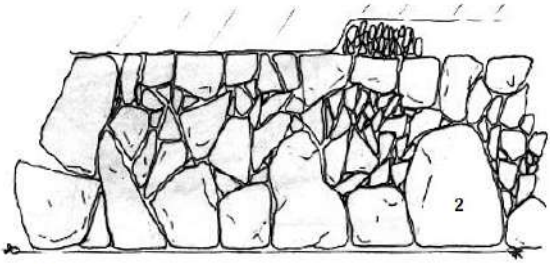
Vous avez créé un métier en fait ?
On pensait que c'était une activité qui resterait en annexe dans une activité de maçon, mais en fait, c'est devenu aussi un métier spécifique. Ça nous a complètement dépassé.

Après les diplômes CQP, on a reconstruit la filière professionnelle : par exemple pour établir des règles professionnelles claires, qui permettent aux assureurs d'appliquer les principes de la garantie décennale sur le bâtiment.
Pour nous, ça a été de longues étapes, d'apprendre à enseigner, on s'est formé pour ça, puis il a fallu créer des jurys employeur / ouvrier, … Cela dit, APBS, on est une association d'artisans avant tout, et on y tient. On donne des formations à tour de rôle, chacun donne une semaine, mais on ne déconnecte pas.

Aux éclés, il y a parfois une valorisation de la tradition. Toi tu parles de l'importance du patrimoine, est-ce que tu fais une différence entre les deux ?
Pour moi, ce qu'on fait pour sauvegarder un patrimoine, ça peut aussi servir pour en recréer un. Connaître les principes oui, mais il faut créer, aller de l'avant. En pierre sèche par exemple, il y a des règles précises à respecter si tu veux que ça tienne, mais ça ne veut pas dire refaire toujours la même chose. Déjà il y a une dimension artistique, créative.
Et puis on fait de la recherche : par exemple on fait des murs expérimentaux avec des chercheurs, pour estimer quel est l'aplomb le plus solide, la quantité de vide qu'il faut laisser dans le mur. C'est un métier ancestral mais qui évolue, et aujourd'hui, on bâtit mieux qu'il y a 20 ans parce qu'on a pris en compte ces recherches.

Quel lien tu fais entre tes différents engagements et la notion de territoire ?
Pour moi, c'est l'idée de vivre dans un endroit qui se développe, c'est à dire qui ne soit pas uniquement un lieu de résidence secondaire. Que des gens se plaisent à vivre là, qui puissent y travailler mais aussi y trouver d'autres sources de contentement. Ça ne veut pas dire s'enraciner pour toujours. Je viens du Larzac, et puis un jour ma femme a préféré qu'on aille dans les Cévennes. Ça m'a fait un pincement au cœur de partir, mais aujourd'hui je suis trop bien.

Propos recueillis par Maud



Répartir des masses d'un lit à l'autre : superposition de deux lits vus de dessus
(La pierre n° 2 favorise la tenue et évite l'écartement des éléments de l'assise inférieure)

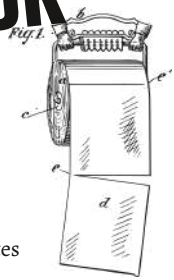
---

les deux illustrations de pierres sèches sont issues du guide *Construire des terrasses en pierre sèche*, du PNR des Monts d'Ardèche

Pratico-Patrick

TOILETTES SUR COUR

Qu'on soit poète, paltoquet ou baladin, on va tous au petit coin ...



Pourtant ce n'est pas toujours le même endroit. Le nom varie au gré de nos envies : certain.e.s l'appellent feuillées — ce qui n'est pas sans rappeler le jargon militaire —, d'autres le nomment titas, d'autres encore l'appellent deutés en référence au Deutéronome 23 ; 13 : « *Tu auras parmi ton bagage un instrument, dont tu te serviras pour faire un creux et recouvrir tes excréments, quand tu voudras aller dehors* ».

On retrouve aussi dans la francophonie les termes de latrines et longaignes et, plus sobrement, les unités marines disent se soulager dans la mer. Mais ces différences ne s'arrêtent pas au nom ! Si on s'y intéresse de près, on peut faire une véritable typologie de la cuvette. On trouve le trou simple (d'une profondeur d'environ 1 mètre sur 70 cm de largeur), le trou avec deux planches pour poser les pieds, le trou avec poutre basse pour s'asseoir, le trou avec quatre poutres basses et une lunette, le trou avec une poutre haute pour se tenir les mains, le trou entièrement recouvert d'une caisse percée et dotée d'une lunette, et enfin les toilettes en dur notamment celles du propriétaire et évidemment celles du supermarché pour l'intendant.

Voilà pour la cuvette, reste encore à explorer les cloisons qui, elles aussi, connaissent nombre de variations. On peut d'ores et déjà les diviser en deux catégories : les décapotables et celles couvertes.

Pour les premières on peut lister les cloisons à quatre, trois, deux ou un mur ; à partir de deux murs souvent la nature obstrue un autre côté et à cela est ajouté un son reconnaissable à l'approche de quelqu'un. Certaines unités ne mettent pas de cloisons du tout, mais un panneau bien en amont pour signaler la disponibilité du trône.

En ce qui concerne les toilettes couvertes, on retrouve les mêmes que les décapotables avec en addition une cloison stellaire au-dessus du trou, à celles-ci on peut ajouter la cabine en tissu avec porte — qui est à l'origine vendue comme une cabine de douche.

Pour en finir avec les cloisons, la matière du mur diverge et varie en fonction des lubies. Certains groupes vouent un culte à la bâche, si bien que dans le local finit par apparaitre une étagère estampillée « bâche à caca » pour ne pas s'emmêler les pinceaux. D'autres préfèrent le tissu et souvent utilisent un reste de tente canadienne, et d'autres encore fabriquent une cloison en tressant du bois souple et du feuillage (les puristes parlent de noisetier et de fougères).

À tout ces éléments on pourrait ajouter les dispositifs pour garder le papier toilette au sec ou ceux pour suspendre une poubelle ou encore ceux qui visent à éviter les odeurs, mais on n'en finirait plus de lister les différentes ingéniosités. L'essentiel est de noter que peu importe nos techniques et savoir-faire, il faut que l'endroit soit confortable pour qu'il soit fréquenté et ainsi éviter les missions de fin de camp « ramassage caca dans les hortensias ».

Richard Renard

Toi aussi,

tu peux écrire ou dessiner dans le journal !

petit texte ou long pavé
gribouillé, colorié ou pointillé
politique ou concret
n'hésite pas!

Genre & Sexualités

CHER-ÈRES SGDF, C'EST L'HEURE !

L'arc-en-ciel en retard

Cher·ères SGDF, je viens de vivre trois ans en tant que chef rouge (14-16 ans) chez vous. En Allemagne j'ai été chef orange (6-10 ans) chez la DPSG (Association Scoute Catholique Allemande de Saint Georges) pendant 9 ans.

La DPSG, c'est un peu l'organisation sœur des SGDF. Ensemble, les SGDF et la DPSG font de la voile[1] et du ski[2] chaque année, organisé par un comité nommé DPSGDF. Les deux organismes ne sont donc pas trop différents.

J'ai cependant remarqué une distinction importante : alors que la DPSG s'est engagée à l'intégration réelle des personnes LGBTQIA+ dans le mouvement pendant ces dernières années, j'ai l'impression que les SGDF… hésitent.

Pour moi, le scoutisme a toujours été un projet d'égalité et d'acceptation de l'autre. Au premier camp à Brownsea Island, Baden-Powell a intégré des jeunes de différentes parties de la société. On entend souvent dire que "les SGDF ne font pas de politique". Si, le scoutisme est politique dès son départ.

Si je sais que chez les SGDF, on accepte tout le monde, j'ai aussi vu des exemples ici dans l'Allume-Feu et des témoignages personnels où cette acceptation est plutôt théorique et sa réalité dépend fortement de la volonté des chef·taines et leurs responsables de groupe.

Pour vous montrer un des futurs possibles, j'aimerais vous présenter ce qu'on peut faire dans un mouvement de jeunesse catholique sans que le ciel nous tombe sur la tête.

photo d'une chemise rouge avec un écusson arc-en-ciel (oui, le noir et blanc, ça a ses limites).

L'ÉGALITÉ DES GENRES CHEZ LA DPSG

Note : En allemand, il n'y a qu'un seul mot pour « sexe » et « genre ».

2012 :
• Proposition d'une nouvelle prise de position sur la justice entre les sexes / genres
• Suggestion d'un recueil de méthodes pour l'éducation sexuelle
2013 :
• Prise de position sur la justice entre les sexes / genres
• Support d'une velléité pour l'ouverture de la diaconesse (fonction d'assistance et étape avant de devenir prêtre) aux femmes
2015 :
• Discours du président de la Fédération de la Jeunesse Catholique Allemande (BDKJ) : « *Dans l'intérêt des jeunes, … les partenariats entre personnes du même sexe doivent être davantage valorisés dans l'Église et ne plus être discriminés* »
2018 :
• Création d'un groupe de travail pour les questions de la diversité sexuelle et de la justice de genre au sein de la DPSG
2019 :
• Nouvelle « *image de l'homme* » y compris « *[Les scout·es] sont tolérants et ouverts à l'égard … des personnes de tout sexe / genre … et de toute orientation sexuelle* »

2020 :
• Décision de la campagne nationale pour l'année 2022 : « Le scoutisme est multicolore ! »
• Positionnement sur la justice de genre et la diversité sexuelle
• Écriture inclusive au niveau national : « *Leiterinnen und Leiter* » devient « *Leiter·innen* » etc.
• Modification des règles pour les 3 président·es nationaux·ales de « *homme, femme, aumônier* » vers « *deux personnes de genres différents + aumônier* »
2021 :
• Écriture inclusive dans la charte et les règlements
• Magazines nationaux *Chuchotements de tente* et *À travers des champs* 3/2021 consacrés au thème arc-en-ciel. Sujets-titre : *LGBTQ* mondial / Safer Spaces pour toustes / CSD - bruyant, multicolore & Scouts ?! / Le droit à son propre corps*
2022 :
• Campagne nationale : « Le scoutisme est multicolore ! »
• Ajout d'une option « divers » à côté de « homme » et « femme » dans le registre des membres, similaire à ce que l'État Allemand a introduit en 2018

Toutes ces discussions et réflexions sur le sujet, les décisions prises et les publications faites n'ont pas fait de mal à la DPSG mais clarifié son profil comme un mouvement vraiment ouvert à tout le monde.

RETOURNONS EN FRANCE

En septembre 2021, le ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse a publié le bulletin officiel N°36 qui explique, régit et aide à l'intégration d'élèves transgenres. L'agence nationale de santé publique a relancé sa campagne d'affiches contre les discriminations et violences subies par les personnes LGBTQ* en 2022.

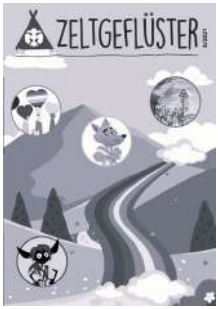
D'après mes interactions avec des jeunes chef·taines SGDF, j'ai l'impression que pour elleux, il n'y a pas de question. En printemps, une pétition[3] « *Pour une inclusion effective des personnes LGBT+ aux SGDF* » finit avec 251 signatures (soit 33% des signatures récoltées sur la plateforme de pétition SGDF). Vous participez à la Gay Pride. Et comme disait la dernière présidente dans son discours d'au revoir : « *si la question LGBT ouvre des terrains de réflexions pour ne pas juste vivre l'accueil mais le dire haut et fort en y mettant des mots, [...], vraiment, nous ne ferons pas que dire que nous sommes ouverts à tous, nous le vivrons, concrètement.* »

À la base, les SGDF sont prêt·es. Seul·es la visibilité et le positionnement public manquent. Et il manque vraiment. Après tout, les personnes LGBTQIA+, ce n'est pas un sujet théorique. Ce sont des chef·taines et des jeunes qui sont aujourd'hui dans votre groupe, dans votre département. Et il y en a en plus dehors, dans la société, où iels se craignent peut-être non accepté·es par cette organisation visiblement catholique avec toutes ses associations conservatrices. Montrez qu'elleux aussi seront accepté·es. Il faut au minimum lancer le débat pour prendre une décision. Et oui, il y aura des articles dans Valeurs Actuelles, La Croix et Le Salon Beige.

Sauf que ce ne sont pas eux qui décident du chemin des SGDF. C'est à vous !

Et finalement, si je me m'adresse à vous et que je ne parle pas de "nous", c'est parce qu'après toute l'intégration chez vous, je reste quelqu'un qui vient de l'extérieur. Je peux seulement vous proposer le sujet. C'est à chacun·e de vous de le prendre en main.

Christophe Kollross



[1] SegelLangue, une semaine de voile en août sur la mer Baltique
[2] LinguiSki, une semaine de ski après Noël dans les Alpes françaises, en train d'être remplacé par Natürkültür
3 Aux SGDF, les pétitions sont des outils utilisables par les adhérent·es pour faire arriver des sujets devant l'AG (NDLR)

Dis les termes

LAÏC, LAÏQUE, LAÏCITÉ

Tentative de clarification

Cet article vient d'un agacement régulier à voir emmêler le sens et l'orthographe des mots laïc, laïque, laïcité, ce qui contribue à la confusion sur cette thématique. Je pense que souvent cette mésutilisation n'est pas volontaire, que les personnes sont elles-mêmes pas très au clair; mais je crois aussi que parfois c'est tout à fait réfléchi, et que c'est une utilisation qui sert volontairement à embrouiller. Et bon, faut pas faire prendre des vessies pour des lanternes aux gens sur le sujet : si être (dans) un mouvement laïque vous semble désirable, arrêtez d'embrouiller les gens depuis des mouvements à pédagogie confessionnelle, et (de)venez dans un mouvement réellement laïque :-)

LAÏC OU LAÏQUE ?

Les deux orthographes ont - en général - un sens différent. Je dis en général parce que si on regarde dans les dictionnaires, on peut faire un peu comme on veut, ce qui n'aide pas à clarifier les choses. Pour autant, ces deux orthographes font généralement référence à deux choses différentes :

• on utilise "*laïc*" par opposition à "*clerc*", ou "*religieux*" : c'est-à-dire pour parler d'une personne qui, tout en étant croyante, n'a pas été ordonné·e ou consacré·e dans une fonction religieuse comme prêtre, moine, pasteur·e, rabbin·e, etc. Cette personne peut tout à fait avoir un rôle officiel dans l'église / la religion à laquelle elle appartient : par exemple, les "enfants de chœur" (dont le vrai nom semble être servant·es d'autel), les personnes qui animent le catéchisme (qu'on appelle apparemment les catéchistes), ou qui s'investissent dans les œuvres sociales de leur église (comme les diaconesses protestantes). Cette opposition entre les clercs et les laïcs[1] est nette dans le christianisme; Wikipedia nous dit qu'elle existe aussi dans le bouddhisme. Pour les autres religions, j'avoue mon ignorance. *Laïc*, c'est donc plutôt un nom (et pas un adjectif).

• on utilise "*laïque*" plutôt comme un adjectif, principalement pour parler de quelque chose qui est nettement distinct, séparé, des religions; et par extension, ce qui relève de l'approche juridique de la laïcité en France. Par exemple, l'école laïque, ou ... le scoutisme laïque.

On voit donc qu'il y a deux sens différents. L'un qui désigne une personne qui peut être croyante, et faire partie d'une église, mais ne fait pas partie de son clergé ; et l'autre qui désigne ce qui est séparé des différentes religions, n'a rien à voir avec elles, tout en garantissant aux personnes la possibilité d'être ou non croyant·es.

Un exemple assez marquant de jeu sur la confusion entrainée par ces deux sens est l'affirmation par les EDLN de proposer une « *spiritualité laïque* ». Cela n'est vrai que dans le premier sens (*laïc*, féminisé en laïque), et parce

que les EDLN ne proposent d'introduction aux dogmes religieux bouddhistes qu'aux responsables et réservent aux jeunes « *la pratique* », notamment de la méditation de pleine conscience (parce que « *cette expérience est au cœur de l'enseignement du Bouddha* » selon leur projet spirituel[2]). Mais ce n'est pas vrai dans le second sens de laïque, car les EDLN font bien le choix d'inscrire leur projet dans une approche religieuse particulière.

Un autre exemple, pas trop loin du scoutisme, se trouve au Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), qui appartient à l'Église catholique, et s'affirme volontairement « *mouvement laïc* » au lieu de « *chrétien et laïc* » à certains endroits. Il y a quelques années, les SGDF avaient eu des velléités de jouer sur cette nuance, par exemple en affirmant : « *Nous sommes une association laïque et non pas cultuelle, reconnue d'utilité publique et évidemment ouverte à tous* » sur Twitter en 2015. Depuis 4/5 ans, le mouvement est cependant reparti dans une affirmation plus explicite de son identité catholique.

LAÏCITÉ ET OUVERTURE À TOUS·TES ?

On constate régulièrement une confusion entre le fait d'être un mouvement laïque, et le fait d'être un mouvement ouvert à tout le monde.

Tous les mouvements qui font partie de la Fédération du Scoutisme Français sont en principe ouverts à tout le monde, au sens où ils n'exigent pas de leurs adhérent·es de croire ou de se rattacher à une approche spirituelle particulière - c'est même une des conditions pour faire partie de la fédération[3]. De fait, il y a des athées chez les SGDF, des catholiques chez les EEDF, des musulman-es chez les EDLN, … bref, vous avez compris l'idée.

Pour autant, la majorité de ces mouvements ont un lien avec une religion, et une pédagogie basée au moins pour partie sur une approche confessionnelle. Là encore, certains plus que d'autres.

Les SGDF ont par exemple des statuts canoniques[4] qui les affirment comme « *profondément missionnaires* », c'est-à-dire qui visent à évangéliser les personnes, à leur faire rencontrer la foi chrétienne. La réalité pratiquée peut varier fortement au sein des groupes.

Les EEIF pratiquent ce qu'iels appellent le « *minimum commun* » en matière de pratique religieuse, à savoir « *respecter les fêtes, Shabbat, faire un office par jour, manger cascher, respecter la séparation entre le lait et la viande* ». Pensé pour permettre la vie commune de personnes venant de différentes traditions juives, c'est un minimum en revanche important pour des personnes non juives.

À l'inverse, les EDLN ont un projet spirituel qui s'appuie principalement sur la méditation de pleine conscience et l'immersion dans la nature, et où la place des dogmes bouddhistes n'a généralement pas de place avec les jeunes.

Les mouvements qui ont un lien direct avec une religion, mettent en avant une foi, voire se donnent pour objectif de diffuser cette foi, ne sont pas laïques ; à l'opposé par exemple des EEDF ou de la FEE[5].

La complexité vient de ce que ça ne signifie pas pour autant qu'ils ne respectent pas l'existence de la laïcité au sens juridique en France : celle-ci permet justement à des mouvements d'inscription confessionnelle d'exister, tant qu'ils sont bien séparés de l'État ! Ils vivent dans une république laïque, en respectent les principes, mais promeuvent et font vivre une approche religieuse particulière, et ne peuvent donc pas se dire laïques en tant que mouvements.

Maud

---

[1] ne me demandez pas comment on féminise ça sans rajouter à la confusion…
[2] *La spiritualité chez les EDLN*, consultable sur http://edlnlnip.cluster003.ovh.net/IMG/pdf/-4.pdf
[3] D'après sa déclaration de principes, adoptée en 1999, le Scoutisme Français regroupe des « *mouvements […] ouverts à tous sans discrimination de religion* »
[4] "canonique" est un adjectif qui renvoie aux textes et règles officielles de l'Église catholique. Ces statuts sont consultables sur https://fr.scribd.com/document/66497329/statuts-canoniques-sgdf
[5] Fédération des Éclaireuses et Éclaireurs : mouvement laïque hors Scoutisme Français, né en 1989 d'une scission avec les EEDF

POUR CONTRIBUER AU PROCHAIN NUMÉRO,

ENVOIE ÇA PAR MAIL À ALLUME-FEU@TILA.IM

OU DÉPÔT HTTPS://ALLUME-FEU.TILA.IM